

hodierna
missio
societatis
jesu
est
fidei
servitium
cui

ut

exigentia

absoluta

pertinet

promotio iustitiae

exchanges * échanges * intercambios

N° 27

Décembre, 1982

- (1) CE NUMERO p. 100
- (2) RAPPORT : PROMOTION DE LA JUSTICE EN AFRIQUE p. 101
- (1) Mémoire
- (2) Questionnaire
- (3) RAPPORT : LES INSTITUTS SOCIAUX DE LA COMPAGNIE p. 108
- (1) Asian Bureau Australie (Australie)
- (2) Indian Social Institute (Inde)
- (3) Institute for labor and management (Corée)
- (4) Jesuit Social and Pastoral Centre (Japon)
- (5) Ignaciana Apostolic Centre (Philippines)
- (4) DOCUMENT : LA REPONSE DE LA COMPAGNIE AU MONDE MODERNE p. 128
- Mgr FRANCISCO CLAVER S.J.
- (1) Le travail de l'Eglise
- (2) La transformation sociale
- (3) Notre vision chrétienne
- (4) Le problème du pouvoir
- (5) L'utilisation du pouvoir
- (6) La réponse des jésuites
- (5) DOCUMENT : L'IMAGE BRISEE - Frère Alex Mc DONALD p. 140
- (6) NOUVELLES p. 144
- (1) "Gruppo Operaio S.J." en Italie
- (2) Une décennie de JESA
- (3) Le nouveau SELA
- (4) Un Assistant Provincial pour la question de la course aux armements.

CE NUMÉRO

Le précédent numéro de PJ avait donné la priorité à l'Amérique Latine et à l'Espagne. A part le premier article, ce numéro est centré sur l'Asie. Une fois de plus, l'article le plus long est le troisième volet de notre description des Instituts Sociaux Jésuites. Nous espérons compléter cet ensemble dans PJ 28 avec 5 Instituts Sociaux Européens. Ceci nous portera à un total de 20. Il y en a, bien sûr, plusieurs autres. Si certains de ceux-ci aimaient proposer leur auto-portrait, en reprenant les mêmes cinq têtes de chapitre et avec approximativement la même longueur, ils sont chaudement invités à le faire. Ils pourraient être publiés, à mesure qu'ils arriveront, dans d'autres numéros de notre bulletin.

Un autre article concerne ce que le Rédacteur-en-Chef estime être une importante initiative pour encourager la promotion de la justice en Afrique. Comme les lecteurs le verront, PJ a joué un rôle actif dans la préparation de cette initiative. Il est à souhaiter que cela se poursuive, soit en répondant au questionnaire, ou en envoyant d'autres réactions et commentaires.

Deux documents, l'un dû à un Evêque et l'autre à un Frère, sont étrangement complémentaires. L'un et l'autre se préoccupent du bon et du mauvais usage du pouvoir, - considération fondamentale aussi bien pour chaque chrétien que pour l'Eglise comme institution.

Avec ce 27ème numéro, PJ achève sa sixième année d'existence. Cela a signifié, dans l'édition anglaise 1.065 pages, avec une grande variété d'articles, de rapports et de documents pour ne pas mentionner les nouvelles et les échanges. Peut-être le moment est-il opportun de poser la question: cui bono ? Alors que nous approchons de la 33ème CG et attendons notre nouveau Général, il serait bon de savoir ce que nos lecteurs pensent réellement de PJ. En d'autres mots, nous ne recherchons pas la flatterie ou les vains éloges, en dépit de la pensée de La Rochefoucauld affirmant que la soif d'applaudissements est à l'origine de toute littérature et de tout héroïsme. Nous aimerions vraiment savoir quels changements et quelles améliorations nos lecteurs désirent. Aussi, si vous avez quelques commentaires constructifs à faire, transmettez les nous le plus tôt possible, de telle manière que nous puissions publier une sorte de mise au point dans le prochain PJ, le premier de 1983.

MERCI !

.....

PROMOTION DE LA JUSTICE EN AFRIQUE

En novembre et décembre 1982, le Rédacteur-en-Chef- de PJ a passé 5 semaines dans 8 pays d'Afrique pour "lancer un processus de réflexion et de discernement sur les questions de justice et sur l'apostolat social concernant avant tout les jésuites nés en Afrique". En vue d'encourager la plus large participation possible, PJ publie ici le Mémoire envoyé aux Supérieurs Majeurs Jésuites d'Afrique et de Madagascar pour expliquer cette initiative. Il est suivi d'un questionnaire Sur la promotion de la Justice en Afrique dont la diffusion a déjà été approuvée par les Supérieurs Majeurs, tout en l'adaptant aux circonstances de lieux ; on espère qu'il permettra de faire avancer le processus de réflexion. Le Rédacteur-en-Chef serait très heureux de recevoir tous commentaires ou réflexions concernant ce mémoire ou ce questionnaire de la part des jésuites, aussi bien en Afrique que hors d'Afrique.

.....

1 : MEMORANDUM

1) OBJECTIF

On propose d'amorcer un processus de réflexion et de discernement sur des questions de justice et sur l'apostolat social, destiné tout d'abord pour les jésuites originaires de l'Afrique, à partir des considérations suivantes:

A) Jésuites

- Jusqu'à maintenant, il n'y a eu pour les jésuites d'Afrique qu'une seule rencontre internationale sur des questions de justice et sur l'apostolat social. Elle fut organisée par le Père Ivern, et eut lieu à Kinshasa en décembre 1970. A cette rencontre, il n'y avait guère que des missionnaires européens et américains.
- Le Secrétariat Social n'a eu connaissance que d'une rencontre sur le même sujet au niveau des Provinces. Elle eut lieu à Kimwenza en novembre 1978, pour discuter les quatre postulats présentée par la P.A.C. sur la mise en oeuvre du Décret 4. Cette fois encore, la majorité des participants étaient des missionnaires européens.
- Au séminaire de juin 1980 sur l'Apôstolat social de la Compagnie aujourd'hui, tenu à la Curie, l'Afrique était représentée par deux

européens, l'un et l'autre directeurs d'instituts sociaux (INADES - Eric de Rosny ; Silveira House - John Dove). Au cours de cette rencontre, Eric de Rosny souligna le fait que la situation en Afrique est différente de celle qu'on trouve en d'autres continents. (cf. PJ 18, p. 121). Il parla aussi de la nécessité de "renforcer et de développer les contacts avec les scolastiques africains de la Compagnie", étant donné que "il n'y a pas de jésuites africains travaillant dans le domaine de la justice" (PJ 18, p. 124).

- Ces remarques amenèrent un autre jésuite qui travaille dans le secteur social à Madagascar à faire un long commentaire et à suggérer qu'au lieu d'avoir des rencontres internationales régulières à Rome, il serait préférable d'avoir des rencontres au niveau du continent. Cela devrait, entre autres choses, disait-il, "aider les jésuites africains à se connaître et à s'organiser" (PJ 20, p.188).
- Cette suggestion a été appuyée et développée par un jésuite de Tanzanie qui fait plusieurs propositions en vue d'une rencontre de ce genre. Il dit en particulier : "Je pense qu'une telle rencontre serait très importante pour deux raisons. Avant tout, pour améliorer ou commencer la communication entre ceux qui travaillent dans le même domaine. Une telle communication, comme la communication en général entre jésuites en Afrique, semble être vraiment très faible. D'une manière plus significative, une telle rencontre pourrait être une étape importante pour la formation d'une vision commune dans l'apostolat social en Afrique. J'ai parfois l'impression que nous avons tendance à trop voir la réalité à travers les yeux de l'Amérique Latine" (PJ 22, p.57).

B) Non-Jésuites

- En janvier 1981, un projet de document intitulé La Justice, une dimension de l'évangélisation fut envoyé par RCA (Rencontres de Collaboration Africaine) à toutes les conférences épiscopales, les conférences de religieux et les institutions missionnaires de l'Afrique. Ce texte fut étudié par le groupe de RCA lors d'une réunion à Villa Cavalletti en octobre 1980, à laquelle le Père Arrupe assista.
- La 6ème Assemblée Générale du SCEAM (Symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et de Madagascar), qui eut lieu à Yaoundé du 19 juin au 5 juillet 1981, corrigea et approuva ce texte, et le publia en son nom sous le titre : Justice et évangélisation en Afrique.
- A la même réunion, les évêques présentèrent plusieurs résolutions et recommandations aux Eglises d'Afrique et de Madagascar sur le thème de la justice. En voici deux qui sont particulièrement significatives :
 - "3. Le SCEAM approuve le principe d'une conférence panafricaine sur la justice et la paix, qu'on pourrait essayer d'organiser en 1982.
 4. Le SCEAM demande aux conférences épiscopales régionales d'encourager les réunions régionales des Commissions Justice et Paix, en vue de préparer la Conférence Panafricaine."

- Le Comité Permanent du SCEAM, réuni à Accra les 11 et 12 novembre 1981, confirma son intention de convoquer une conférence panafricaine sur la justice, mais demanda qu'on s'y prépare longuement et soigneusement, étant donné "qu'elle serait la première réunion au niveau du continent... On devrait donc y consacrer une période de préparation assez longue pour permettre aux Eglises locales de réfléchir en profondeur sur les questions à discuter, et pour conscientiser les organisations locales sur le rôle qu'elles doivent jouer dans leurs Eglises locales aussi bien que dans le cadre de la préparation à la conférence". Le Comité Permanent prit ensuite plusieurs décisions (5) concernant la planification détaillée de la rencontre.
- La réunion suivante du Comité Permanent du SCEAM eut lieu à Nairobi, du 10 au 12 mai 1982. Le Père Dieter Scholz y assista. La Conférence Panafricaine fut remise à 1983 et peut-être plus tard, afin de permettre la meilleure préparation possible. Le Père J. O-A Osei, Secrétaire Général du Comité, fit connaître privément tout l'intérêt qu'il portait à ce que la Compagnie pourrait faire pour aider à la préparation de la Conférence.
- Le 1er octobre, le Secrétaire Social put rencontrer le P. J.O-A Osei à la Curie, à Rome. Il souligna les points suivants :
 - On a maintenant laissé tomber l'idée d'une conférence panafricaine pour faire place à un long processus de conscientisation dans tous les diocèses, au cours des quatre prochaines années.
 - Ceci pourrait aboutir à une "célébration" panafricaine au cours de l'année 1987.
 - La prochaine réunion du Comité Permanent du SCEAM à Yaoundé, du 19 au 21 novembre, amorcera ce processus en envoyant un appel et un questionnaire basé sur le document des Evêques sur la justice. Le P. Osei promit d'envoyer un exemplaire provisoire du questionnaire, et demanda des suggestions en vue de l'améliorer.
 - Il manifesta beaucoup d'intérêt pour toute initiative que la Compagnie pourrait prendre, et dit que les Evêques seraient heureux d'obtenir notre coopération et notre appui.

2) MESURES PRISES

- Le 15 mai 1981, pendant la réunion annuelle des Supérieurs Majeurs d'Afrique et de Madagascar, qui eut lieu à Villa Cavalletti, le Secrétaire pour l'Apostolat Social suggéra la possibilité d'une réunion des jésuites africains sur des questions de justice. Le compte-rendu de la réunion rapporte ses paroles: "Il se demande s'il n'est pas souhaitable de réunir dans l'Assistance d'Afrique un nombre de jésuites préoccupés pour la promotion de la justice. Dans l'évolution actuelle de l'Afrique, qu'entend le jésuite africain moderne par justice sociale? Qu'entend-il par promotion de la justice ? Le Père Campbell s'interroge

sur l'opportunité de convoquer une réunion en 1982 ou 1983, composée principalement, mais non pas exclusivement, de jésuites africains pour étudier ces deux questions " (p.25),

- Il y eut plusieurs réactions, parmi lesquelles : "On reconnaît qu'il y a une certaine méfiance à l'égard des centres et instituts sociaux actuels et de leurs méthodes de travail". Le compte-rendu continue ainsi : "Le Père Munzihirwa invite le Père Campbell-Johnston à animer une session dans la P.A.C. en collaboration avec le CEPAS, pour confronter les différents points de vue. Il est clair qu'on doit encore découvrir une nouvelle voie d'approche". L'échange se termine ainsi : "En conclusion, le Père Campbell-Johnston demande qu'on lui envoie des réflexions concernant la possibilité d'organiser une réunion de jésuites africains et malgaches pour étudier les concepts de justice sociale et de promotion de la justice" (p.25).
- Depuis cette réunion, le Secrétaire Social est demeuré en contact avec le Père Munzihirwa, oralement et par écrit. Les Supérieurs Majeurs d'Afrique n'eurent malheureusement pas le temps de discuter cette question après la réunion des Provinciaux de mars 1982 à Villa Cavalletti ; mais le Père Munzihirwa fit savoir qu'il était toujours intéressé à ce qu'une telle rencontre ait lieu, peut-être à Kimwenza.
- Le Père Henry De Decker, Secrétaire du JESAM, souligna lui aussi l'importance d'une telle réunion, et offrit les services de son Secrétariat pour l'organiser.
- Entretemps, le Secrétaire Social a consulté nombre de jeunes jésuites africains sur l'à-propos et la façon d'organiser une telle rencontre, entre autres : Nzuzi-Bibaki (PAC-Bukavu), Philippe Dramou (V.P.A.O. Gesù), Paul Lungu (Zambie), Leo Amani (E.A.R.), Boniface Ziri (V.P.A.O.-Bellarmino). Il reçut en outre des réactions aux suggestions faites dans Promotio Justitiae. Tous sans exception admettent le besoin d'une rencontre ou d'un processus de réflexion sérieuse, et souhaitent pouvoir y prendre part.
- Pour les raisons données ci-haut, le Secrétaire Social a inclus dans son programme d'activités pour 1982 la possibilité d'une visite en Afrique vers la fin de l'année, afin de préparer le terrain pour toute initiative sur laquelle on pourrait s'entendre.

3) PROPOSITIONS

Après en avoir discuté avec les Pères Philibert Randriambololona et Calvez, et avec l'approbation du Père Dezza, le Secrétaire Social désire faire les propositions suivantes :

- (1) Que les Supérieurs Majeurs d'Afrique et de Madagascar acceptent en principe la proposition d'amorcer un processus de réflexion et de discernement sur des questions de justice et d'apostolat social.

Ceci répondrait non seulement aux besoins des jésuites, tels qu'exprimés ci-haut et déjà largement acceptés, mais aussi à l'initiative des Evêques d'Afrique et leur demande de coopération.

- (2) En accord aussi avec la pensée des Evêques d'Afrique, que ce processus de réflexion et de discernement, amorcé en divers endroits, prenne la place pour le moment d'une rencontre au niveau international. Cependant, une telle rencontre à une date ultérieure n'est pas exclue, si on la juge à propos.
- (3) Qu'on encourage particulièrement les jésuites d'origine africaine à participer à ce processus de réflexion et de discernement.
- (4) Que le Secrétaire Social visite certaines Provinces et Régions avant la fin de l'année pour discuter les propositions ci-haut, et aide à lancer le processus auquel on songe. Il donnerait la préférence aux endroits où il y a des groupes de jésuites d'origine africaine.
- (5) Ses occupations principales seront d'écouter les jésuites africains et les autres, de les consulter sur la forme et le contenu du processus de réflexion proposé, de les encourager à amorcer ce processus, de partager des documents préparatoires et autre matériel, et en général de promouvoir une conscience plus éveillée du Décret 4 et de ce qu'il exige en Afrique aujourd'hui, en accord avec les récentes directives du Saint-Siège.
- (6) Les détails de cette visite seront précisés avec la collaboration du Père Philibert et des Supérieurs Majeurs concernés.

2 : QUESTIONNAIRE

- (1) STYLE DE VIE Que faites-vous dans votre vie personnelle de jésuite et dans votre communauté pour éviter le danger signalé par la 32ème CG, à savoir que "nos études et nos appartenances nous 'protègent' de la pauvreté, et même de la vie simple et de ses soucis quotidiens" ? (4:49).
- (2) INSERTION PARMi LES PAUVRES Le Décret 12 sur la Pauvreté nous dit que : "Les compagnons de Jésus ne pourront entendre 'le cri des pauvres' s'ils n'ont pas une expérience personnelle plus réelle de la misère et de l'angoisse des pauvres " (12:5). Le Décret sur la Formation ajoute : "Une expérience de vie au milieu des pauvres sera, à l'occasion, nécessaire à tous" (6:10). Quelle était votre expérience à ce sujet avant votre entrée dans la Compagnie ? Depuis que vous êtes entré dans la Compagnie, avez-vous eu un contact personnel direct avec la pauvreté et l'injustice ? Si non, pourquoi ? Si oui, décrivez votre expérience. Quel effet a-t-elle eu sur votre vie personnelle et votre manière de penser ?

- (3) SOLIDARITE AVEC LES PAUVRES : QUE FAIRE ? La 32ème CG stipule que "dans notre monde où tant d'hommes meurent de faim, nul ne peut se donner à la légère le titre de pauvre" (12:7). Cependant, cette CG appelle tout jésuite à la "solidarité avec les hommes qui mènent une vie difficile et sont collectivement opprimés" (4:48). Comment comprenez-vous la signification d'une telle solidarité avec les pauvres, et ses expressions concrètes, dans un continent où la pauvreté et même la misère réelle sont tellement répandues ?
- (4) SOLIDARITE AVEC LES PAUVRES : COMMENT FAIRE ? La 32ème CG nous dit que : "Il sera donc très difficile à la Compagnie de travailler efficacement pour la promotion de la justice et de la dignité humaine, si la meilleure part de son apostolat l'identifie aux riches et aux puissants, ou se fonde sur 'la sécurité de l'avoir, du savoir et du pouvoir'" (12:5). Dans quelle mesure estimez-vous que cette difficulté s'applique à votre Province ou Région ? Quelles mesures pratiques doit-on prendre, selon vous, pour vaincre cette difficulté ?
- (5) LA PROMOTION DE LA JUSTICE EN AFRIQUE : QUE FAIRE ? La 32ème CG décrit la promotion de la justice comme "une exigence absolue" de notre service de la foi, et comme une part essentielle de notre mission aujourd'hui (4:2). En tant qu'Africain et/ou en tenant compte de votre connaissance personnelle de l'Afrique, comment comprenez-vous cet appel à la promotion de la justice, et quelles formes, selon vous, doit prendre cet appel ?
- (6) LA PROMOTION DE LA JUSTICE EN AFRIQUE : COMMENT FAIRE ? A votre avis, quels sont les obstacles principaux qui empêchent la Compagnie en Afrique (ou votre Province, ou Région) de répondre plus efficacement à cet appel de promotion de la justice en solidarité avec les pauvres ? Pouvez-vous suggérer quelques mesures pratiques pour vaincre ces obstacles ?
- (7) L'APOSTOLAT SOCIAL EN AFRIQUE : QUE FAIRE ? A votre avis, quelles doivent être les caractéristiques d'un apostolat social authentique aujourd'hui en Afrique, telle que vous la connaissez ? Etablissez d'abord quelques caractéristiques générales ; ensuite, si possible, donnez quelques exemples. Dans quelle mesure, selon vous, les formes d'apostolat social qui existent déjà dans votre Province ou Région sont en accord avec les caractéristiques que vous avez établies ?
- (8) L'APOSTOLAT SOCIAL EN AFRIQUE : COMMENT FAIRE ? Le Décret 4 précise que : "Dans un monde où l'on reconnaît maintenant la force des structures sociales, économiques et politiques, où l'on découvre aussi leurs mécanismes et leurs lois, le service évangélique ne peut se passer d'une action compétente sur ces structures" (4:31). Pensez-vous qu'une telle influence puisse être exercée par l'Eglise et par la Compagnie dans votre région ? Comment pensez-vous que cela puisse se faire ?
- (9) L'ANALYSE SOCIALE. Une condition préalable importante pour influencer les structures sociales est de bien les comprendre. La 32ème CG nous rappelle :

"Rien ne saurait nous dispenser, dans chaque cas, de l'analyse - la plus rigoureuse possible - de la situation du point de vue social et politique" (4:44). Quelle expérience avez-vous eue en matière d'analyse sociale ? Sentez-vous le besoin d'une formation supplémentaire dans ce domaine ? Si oui, comment et quand, selon vous, devrait-on la donner ?

- (10) LES AUTRES APOSTOLATS. Le Décret 4 précise que : "La promotion de la justice ne constitue pas seulement, pour nous, un champ apostolique parmi d'autres, celui de l'apostolat social ; elle doit être un souci de toute notre vie et constituer une dimension de toutes nos tâches apostoliques" (4:47). Pouvez-vous donner des suggestions pratiques quant à la manière de faire partager cette préoccupation par nos collèges, paroisses, maisons de retraites, et autres formes d'apostolat ?
- (11) LA FORMATION. Le Décret sur la Formation déclare : "Toute la formation des Nôtres, Scolastiques et Frères, doit répondre aux exigences de l'évangélisation dans un monde bien souvent marqué par l'athéisme et par les injustices" (6:5). Quel jugement porteriez-vous sur votre propre formation à la lumière de cette déclaration, et, selon vous, quelles mesures concrètes doit-on prendre pour améliorer cet aspect de la formation ?
- (12) LA LETTRE DE SCEAM. L'an passé les Evêques d'Afrique, réunis en 6ème Assemblée Générale du S.C.E.A.M. à Yaoundé, ont publié une exhortation commune sur La Justice et l'Evangélisation en Afrique. On a dit de cette exhortation qu'elle était : "Un jalon pour l'Eglise en Afrique, par son appel pour une action radicale en faveur des opprimés... Cet appel, s'il est pris au sérieux, pourrait transformer l'action pastorale à travers l'Afrique" (AFER 1981, No. 6, p. 325). Après avoir lu attentivement ce document, quelles applications en feriez-vous pour l'oeuvre de la Compagnie dans votre Province ou Région, ou pour votre propre apostolat ? Comment, selon vous, les jésuites doivent-ils répondre à l'appel des Evêques pour que ce document soit connu et discuté à tous les niveaux de l'Eglise en Afrique ?

NB. Ce questionnaire peut être employé par chacun pour sa prière et sa réflexion personnelle. Mais il a été conçu spécialement pour des discussions par petits groupes. Les questions peuvent être examinées à loisir au rythme d'une par réunion de sorte que l'ensemble du questionnaire soit étudié pendant une période d'au moins trois mois. Le questionnaire est adressé d'abord aux jésuites africains de naissance, quoique tous les jésuites appliqués à l'Afrique soient invités à y répondre. Merci de bien vouloir collaborer à cet exercice important.

LES INSTITUTS SOCIAUX DE LA COMPAGNIE - III

Cette troisième partie de la présentation des Instituts Sociaux Jésuites concerne 5 Instituts d'Asie. La présentation a été rédigée par leurs directeurs. Le Rédacteur-en-Chef aimerait les remercier pour la peine qu'ils ont prise et invite leurs collègues d'EUROPE à envoyer des présentations semblables nous permettant de compléter ces séries.

.....

1 : ASIAN BUREAU AUSTRALIA (AUSTRALIE)

(1) SITUATION

L'Asian Bureau Australia (ABA) occupe plusieurs pièces de l'immeuble de onze étages où se trouve le scolasticat de Théologie de la Compagnie. Il se trouve en face de l'Université de Melbourne, dans une ville de la banlieue de Melbourne.

Adresse : Asian Bureau Australia Tél: (03) 347 8595
173 Royal Parade
PARKVILLE Victoria, 3052
AUSTRALIE

(2) ORIGINE ET BUTS

L'Asian Bureau Australia a commencé à la fin de 1971 à l'initiative des Pères de la Province Jésuite d'Australie. L'origine de l'ABA peut être mise en relation avec la récente décision de faire passer la Province d'Australie, du groupe régional constituant l'"Assistance d'Angleterre" à l'Assistance de l'Asie de l'Est, en même temps qu'avec l'intérêt de plus en plus grand actuellement dans l'Eglise et dans les groupes d'étudiants d'Australie pour les cultures de l'Asie et pour les problèmes de justice et de développement.

Depuis ses origines, l'ABA s'est développé d'une telle manière que sa direction, son audience et ses ressources correspondent à quelque chose de plus important. Il se décrit lui-même de la manière suivante :

L'Asian Bureau Australia est une organisation chrétienne indépendante qui encourage une réponse australienne aux besoins sociaux pressants de notre temps et de notre pays. Le Bureau travaille en étroite collaboration avec les églises et avec les organisations sociales et communautaires d'Australie, d'Asie et du Pacifique. Il se consacre à la recherche, à la documentation, à l'éducation du public et à toute intervention nécessaire, s'attachant aux questions de justice et de relations entre le peuple d'Australie et nos voisins d'Asie et du Pacifique.

(3) ACTIVITES

L'Asian Bureau Australia s'adresse avant tout aux Australiens ; mais les années récentes ont vu le développement de contacts internationaux par des publications, des lettres, des visites et des programmes en commun. Le Bureau maintient tout un réseau d'informations par la publication d'un bulletin régulier s'adressant à plusieurs milliers de lecteurs.

Les méthodes généralement utilisées par le Bureau ont été les séminaires, des publications, de nombreux contacts personnels, l'usage de la radio, de la télévision et de la presse, enfin la participation au travail d'autres organismes. Ses membres, grâce à leur expérience, leurs contacts et leurs qualifications, ont pu participer aux efforts de nombreux autres et encourager ceux-ci.

1. Collaboration

En participant au travail d'organismes et d'organisations officiels, les membres du Bureau apprennent un type de relations qui dépasse les cloisonnements et permet à divers groupes de travailler à des buts communs.

2. Education par l'action

Le Bureau recherche des méthodes d'éducation (surtout pour les adultes) qui permettent un changement du coeur et des attitudes. Cette éducation est parfois appelée éducation pour le développement ou éducation pour la justice.

3. Recherches, Documentation et Informations

Un petit groupe comme le Bureau ne peut pas rivaliser avec la presse et les corps constitués en vue de la recherche ; du moins fait-il entendre une voix différente. Une information sérieuse peut révéler les souffrances et l'oppression de ceux qui n'ont pas de pouvoir. De cette manière, le Bureau aide davantage les corps institutionnels et officiels à montrer plus de respect envers les citoyens.

4. Réseau

L'une des idées fondamentales de l'ABA est que nous sommes un RESEAU.

Nous pouvons parfois travailler pour une commission gouvernementale ou avec un ensemble d'organismes internationaux. Parfois, au contraire, notre travail se fait avec un petit groupe d'amis partageant un même souci. Avec chacun de ces divers groupes notre collaboration peut signifier :

- un travail avec une grande diversité d'hommes et de groupes en vue de problèmes déterminés
- un échange d'informations
- en aider d'autres à échanger des informations et à collaborer ensemble en établissant des liens et en participant à la création de nouveaux réseaux d'action ou d'information
- maintenir et développer notre réseau ABA en y faisant entrer de nouveaux groupes ou individus qui veulent aider les Australiens à découvrir comment agir conformément à la justice dans les régions de l'Asie et du Pacifique.

Le bulletin de l'ABA tout à la fois existe grâce au réseau ABA et permet à celui-ci de se développer ; un bulletin intérieur donne surtout des informations internes pour tenir au courant nos collaborateurs immédiats.

Même les aspects de notre travail qui semblent plus publics, par exemple l'utilisation de la radio et la publication de livres, sont en lien avec cette idée d'un 'réseau'. Nous ne cherchons pas seulement à parler à beaucoup de gens, mais aussi à parler à partir d'une large écoute de ceux qui sont concernés.

Pour parler des réfugiés, il nous faut parler avec des réfugiés.

Pour parler de Timor, il nous faut parler avec les gens de Timor.

Etablir un 'réseau' est un travail assez épuisant, mais c'est la bonne manière de faire. C'est aussi financièrement précaire.

Nous travaillons avec un certain nombre d'organisations :

Australian Catholic Relief, Asian Partnership for Human Development, Australian Council for Overseas Aid, Ecumenical Migration Centre, Service jésuite des réfugiés, Women and Development Network, Food Justice Centre, Comité catholique Justice et Paix, Catholiques pour un désarmement nucléaire, One World Week National Committee, Action for World Development, East Timor Information Service, East Timor ACFOA Committee, Conseil australien des Eglises, Conseil Victorien des Eglises, Asia Australia Worker Links et nombre d'organisations religieuses et d'organismes australiens et internationaux d'aide et de développement.

Nous travaillons ordinairement avec d'autres groupes dans l'un des trois domaines suivants : une aide outremer, recherche et étude de sciences sociales concernant l'Asie, projets concernant la justice et la mission de l'Eglise.

5. Les réfugiés

Une des grandes activités depuis 1980 a été en relation avec le problème des réfugiés en Asie du Sud-Est. L'origine même de l'ABA est liée en partie à la question des réfugiés du Bangladesh, il y a onze ans. L'ABA a aussi travaillé au sein des Eglises, spécialement de l'Eglise catholique, pour parvenir à des structures permettant de répondre à la situation créée par des réfugiés d'Asie qui arrivent en Australie depuis 1975. Depuis cette date, il s'est joint à d'autres organismes pour créer une organisation de volontaires, l'Association pour les réfugiés d'Indochine, à Victoria, en vue de répondre à de nouvelles nécessités. Cela a signifié, récemment, la publication d'un livre populaire pour aider les Australiens à recevoir les réfugiés; la production de programmes d'audio-visuel, de radio et de télévision, des causeries et des séminaires. L'ABA a aussi participé à des consultations et à des travaux de commission concernant la question de l'Australie face à la situation des réfugiés en Indochine et à Timor Oriental particulièrement.

Mark Raper vient d'être nommé coordinateur régional pour le service jésuite des réfugiés en Asie de l'Est et s'appuiera pour son travail sur les ressources de l'ABA.

(4) PUBLICATIONS

1. Publications régulières

Smouldering Wick Newsletter : actuellement 5 numéros par an concernant la spiritualité et l'action pour la justice.

SELA News : actuellement 5 numéros par an pour les jésuites australiens, visant à des échanges sur les questions de foi et de justice.

ABA Internal News : informations pour des amis proches et des collaborateurs du Bureau: 5 numéros publiés chaque année.

ABA Newsletter : imprimé sous la forme d'un journal, ce bulletin comporte des articles critiques concernant les domaines dont s'occupe l'ABA. 6 numéros annuels.

Signs of Times Calendar : publication annuelle, avec des notes des professeurs en vue d'une utilisation à tous les niveaux scolaires.

2. Autres publications

Today is a Real Day. Réfugiés d'Indochine en Australie.
Wendy Poussard, Dove Communications, Melbourne 1981.

Friends and Strangers. Les réfugiés d'Indochine en Australie
Présentation audio-visuelle comportant 40 diapositives, une
bande sonore et des explications.

Walk in My Shoes. Etude de la justice sociale pour les adultes et
pour les grands élèves. Dove, Melbourne, 1981.

Politics of Sugar. L'industrie du sucre aux Philippines.
Dennis Shoesmith. 1977.

Stability - Who pays the Price ? Etude sur l'ASEAN, préparée pour
l'Asian Partnership for Human Development. 12 pp.

Together. Centre de formation pour les adultes aborigènes de
Davenport. 1979. 24 pages.

3. Par ailleurs, l'ABA publie de nombreux articles dans des journaux et des magazines, participe aux nouvelles et aux interviews de la TV et de la radio. L'Asian Bureau joue aussi le rôle de plaque tournante pour des publications régulièrement imprimées en Asie et diffusées en Australie et en Nouvelle-Zélande.

(5) EQUIPE RESPONSABLE.

L'équipe responsable du Bureau comprend 5 laïcs, 2 religieuses et 3 jésuites. Six travaillent à plein temps, les autres à un temps partiel plus ou moins important.

Margaret CASTILLO	Possède une grande expérience administrative ; a passé 18 mois de travail à la base aux Philippines ; étudie actuellement les sciences sociales à La Trobe University.
Chris DUREAU, SJ	Dirige actuellement un projet du Bureau Indonésien de Timor. A passé 9 ans dans les régions centrales de Java.
Tim HASSETT	Père de famille. Participe à l'administration de l'ABA depuis 1981.
Michel KELLY, SJ	Diplômé en sociologie ; pendant 18 mois journaliste à Hong Kong pour la critique religieuse ; étudie actuellement la théologie au scolasticat jésuite.
Wendy POUSSARD	A passé plusieurs années en Corée du Sud ; puis directeur administratif de Dove. A l'ABA depuis 1978.

Mark RAPER, SJ	L'un des fondateurs de l'ABA et son directeur depuis 1975. Coordinateur du service jésuite des réfugiés pour l'Asie.
Dennis SHOESMITH	Formation (PhD) en histoire; spécialiste des Philippines pendant 12 ans ; précédemment à l'Institut d'études d'Asie du Sud-Est, à Singapour, et à l'Université Flinders. A l'ABA depuis 1980.
Hazel TREPP-AITKEN	Chef de bureau ; a travaillé auparavant à la Commission Catholique Internationale des Migrations. A l'ABA depuis 1982.
Charito UNGSON	Originaire des Philippines. Documentaliste, prépare les séminaires et travaille aux projets concernant les Philippines. A l'ABA depuis 1975.

.....

2 : INDIAN SOCIAL INSTITUTE (INDE)

(1) SITUATION

Le siège de l'Indian Social Institute (ISI) est à Delhi.

Adresse : Indian Social Institute Tél: 622379 ; 624760
Lodi Road
New Delhi 110003

L'ISI a un Centre de Formation à Bangalore :

Adresse : ISI-Training Centre, Tél: 55189
24 Benson Road,
Bangalore 560046

(2) ORIGINE ET BUTS

L'Indian Social Institute a été fondé en 1951 à Poona ; il est passé à Delhi en 1963. L'Institut a été fondé par le P. Jérôme D'Souza, membre de l'Assemblée Constituante et aussi de la Délégation de l'Inde aux Nations-Unies. Les autres pionniers qui se sont joints à lui furent les Pères C. Clump, A. Nevett, A. Lallemand et A.J. Fonseca. L'objectif de l'ISI a été exprimé lors de la rencontre annuelle de mars 1980 dans les termes suivants :

"Estimant que la raison la plus profonde de notre situation critique est de l'ordre des structures, en raison d'un processus de 'développement' qui

a renforcé les structures injustes de la société.

Nous pensons que la tâche essentielle de l'ISI est de participer à l'émergence d'un ordre social juste en mettant l'accent sur les secteurs de la société économiquement et socialement exploités, de manière à mettre ainsi en route des processus de changement par la création et le développement d'organisations populaires.

Ceci signifiera que l'Institut doit créer des processus permettant à tous d'analyser eux-mêmes et de comprendre les problèmes les plus importants qui sont à la racine de leur situation d'oppression et de pauvreté ; l'Institut doit les aider à s'organiser pour parvenir à un plus grand pouvoir grâce à une unité d'action.

L'ISI devra rendre les différents responsables et animateurs capables de comprendre scientifiquement la situation de l'Inde et particulièrement de leur région, et de comprendre aussi les instruments à utiliser pour aider les autres à analyser une situation locale".

(3) ACTIVITES

Les activités de l'ISI sont essentiellement de trois ordres.

Recherche et publication ; conseils ; formation.

Chacune de ces activités peut avoir un grand nombre de programmes et nous recherchons une intégration entre ces programmes et une intégration au sein de chaque programme de la recherche, de l'action, de la formation et de la publication.

1. Recherches

- L'ISI participe aux recherches en collaboration avec les organisations de volontaires et les organismes gouvernementaux et internationaux. Ces recherches sont surtout centrées sur : les migrations, des campagnes vers les villes et d'une région vers l'autre, le secteur urbain informel, les femmes et la famille, le marché du travail, le contrôle des naissances, les castes.
- Collaboration avec l'Université Jésuite de Namur pour une étude portant sur trois villages de pêcheurs au Kerala. Le rapport sera publié cette année. Le département de la recherche a aussi organisé au cours des 5 dernières années un programme de "Contact direct" pour des étudiants choisis de l'Université de Namur, afin de leur donner une expérience directe des réalités sociales, économiques et politiques du Tiers-Monde.
- Nos recherches ordinaires concernent les castes, les problèmes des Eaux et Forêts, les femmes de la campagne ; nous aidons le diocèse de Patna dans une évaluation de son action ; la même chose sera faite ensuite pour les diocèses de Ranchi et de Kottar ; nous aidons aussi à une évaluation du secteur éducatif parmi les jésuites du Santal Parganas et du Karnataka.

- Le programme concernant les castes cherche à rassembler une documentation sur celles-ci et à promouvoir parmi les jésuites une réflexion sur les problèmes des castes.
- L'ISI a un centre de documentation qui fait circuler parmi les éducateurs et les spécialistes en action sociale tous les matériaux concernant des thèmes en lien avec le changement social, économique et politique. Ce centre aide aussi des groupes sur le terrain à faire des enquêtes et à promouvoir une éducation informelle.

2. Conseils

- Notre 'Extension Service' met ses conseils à la disposition d'une vingtaine d'organismes en Inde et à l'étranger dans le domaine du développement social et économique. L'intervention de l' 'Extension Service' vise à former des groupes de base, à promouvoir des organisations populaires et à lier celles-ci entre elles pour constituer un réseau d'aide mutuelle, à construire un cadre de travailleurs sociaux bien formés pour qu'ils puissent travailler avec le peuple.

3. Formation

Notre département de formation comprend plusieurs programmes d'activités:

- Le Centre de formation de Bangalore organise deux grandes activités de formation : une session de trois mois uniquement pour des Indiens et une session de deux mois réservée à des participants venant de l'Asie du Sud et du Sud-Est sur l'analyse sociale et l'organisation du peuple.
- Le Mobile Orientation and Training Team (MOTT) travaille dans plusieurs diocèses, son objectif principal étant la formation d'animateurs parmi les membres des tribus et les paysans.
- Le Programme for Women's Development (PWD) cherche à conscientiser les femmes défavorisées des villes et des campagnes et à les aider à porter un regard critique sur les coutumes et les traditions retardant leur développement en tant que femmes.
- Le Natural Family Planning Programme (NFPP) a organisé aux plans national et international des programmes de formation au planning familial naturel. Il a aussi commencé une recherche de deux ans visant à étudier les facteurs psycho-sociaux rendant acceptable pour des femmes économiquement sans ressources un planning familial naturel.
- Le programme d'aide juridique cherche à promouvoir la justice sociale parmi les groupes exploités en unissant aide juridique et action. Une aide juridique comprend une action avec des groupes sociaux actifs, une formation et la publication d'une collection de livres de formation juridique.

(4) PUBLICATIONS- Social Action

Publication trimestrielle qui en est à sa 32ème année d'existence.
Abonnement \$ 15.

- Monographies de l'ISI

Ces monographies bon marché cherchent à donner des renseignements précis et des perspectives sur des thèmes spécialement importants. Elles sont faites à la fois pour les spécialistes et tous ceux qui ont une activité sociale. Les fascicules suivants ont été publiés.

Changing Health Beliefs and Practices in Rural Tamil Nadu. C.M.E. Mathews and V. Benjamin, 1981.

Caste and Conversion Movements in India : Religion and Human Rights. Walter Fernandes, 1981.

Scheduled Castes in the Constituent Assembly : Rebirth in a New Nation. José Kananaikil, 1982.

The Social Organisation of Aging Among the Urban Poor. Alfred de Souza, 1982.

People and Forests : The Forest Bill and a New Forest Policy. Desmond A. D'Abreo, 1982.

Aging in South Asia : Theoretical Issues and Policy Implications. Alfred de Souza et Walter Fernandes (éds.), 1982.

Planning of the Non-Formal Urban Sector in India and Bangladesh. Alfred de Souza (éd.), 1982.

- Autres Publications

Nos publications sont le résultat de différents programmes de recherches, de formation et de conseils. Les publications de l'ISI cherchent à définir à la fois une politique et une action dans les sphères liées entre elles du changement social, culturel, économique et politique. Une moyenne de 10 à 15 livres sont publiés chaque année. Nous ne donnons ici que quelques titres.

Learning from the Rural Poor : Shared Experiences of the Mobile Orientation and Training Team. Henry Volken, Ajoy Kumar and Sara Kaithathara, Indian Social Institute, 1982.

Non-Formal Education and Income Generation for Women. Jessie Tellis-Nayak. Indian Social Institute, 1982.

Participatory Research and Evaluation : Experiments in Research as a Process of Liberation. Walter Fernandes et Rajesh Tandon, Indian Social Institute, 1981.

Peasant Organisations in South India. K.C. Alexander, Indian Social Institute, 1981.

People's Participation in Development : Approaches to Non-Formal Education. Walter Fernandes. Indian Social Institute, 1981.

Human Rights ISI Documentation Centre Dossier n°1. Indian Social Institute Documentation Centre, 1981.

The Urban Poor : Slum and Pavement Dwellers in the Major Cities of India. Andrea Menefee Singh et Alfred de Souza. Manohar, 1980.

Towards Peace with Justice : The Role of Religion Today. Angelo Fernandes. Indian Social Institute, 1981.

(5) EQUIPE RESPONSABLE

L'équipe responsable de l'ISI comprend 34 personnes, dont les jésuites suivants :

Alfred de SOUZA, Directeur

Duarte BARETTO (prêtre diocésain), Formation

Walter FERNANDES, Recherche

Paul de LA GUERIVIERE, Documentation

José KANANAIKIL, Programme d'action pour les castes

Stan LOURDUSAMY, Formation

P.D. MATHEW, Aide juridique

Henry VOLKEN, Formation.

.....

3 : INSTITUTE FOR LABOR AND MANAGEMENT (COREE)

(1) SITUATION

L'Institute for Labor and Management se trouve à Sogang University à Séoul. Il comporte deux petits bâtiments de 985 m²; l'un des bâtiments comprend trois bureaux, une petite bibliothèque, une salle de conférences et une salle d'échanges ; le second est un logement pour 38 personnes et comporte une salle à manger.

Adresse : Institute for Labor and Management

Sogang University

tél: 715-0141/9

C.P.O. Box 1142

Cable : JESUITMIS SEOUL

Séoul, Corée.

(2) ORIGINE ET BUTS

L'Institute for Labor and Management (ILM) a été fondé en juin 1966 ; le P. John P. Daly, S.J., était alors le supérieur de la Mission et président de l'Université. Initialement, bien que logé dans l'Université Sogang, l'ILM était une activité dépendant directement de la Compagnie. Au bout d'un an, en 1967, il est devenu une partie intégrante de l'Université. Bien que Basil Price en fut le fondateur, l'idée et l'inspiration venaient du P. Walter B. Hogan, S.J., qui était alors Secrétaire du SELA. Le P. Price en fut le directeur pendant 5 ans, puis devint président du Conseil d'Administration pour qu'un laïc qualifié, le professeur Park Young-ki, puisse être directeur.

Les objectifs de l'ILM sont :

1. Aider les travailleurs en soutenant un syndicalisme indépendant et responsable dans ses efforts pour promouvoir et obtenir la justice sociale ;
2. Aider les responsables et directeurs à comprendre les problèmes et les aspirations des travailleurs dans le domaine de la promotion d'une justice sociale ;
3. Aider travailleurs et directeurs à parvenir à une plus étroite collaboration pour leur bien et pour le bien commun.

(3) ACTIVITES

1. Le principal moyen de l'ILM d'atteindre ses objectifs est la formation ; ceux qui sont formés sont essentiellement des responsables syndicalistes. Sur les 5.193 diplômés (chiffre de juillet 1982), 87,7 % sont des responsables syndicaux, dont 865 femmes. Environ 1,85 %, soit 97 de l'ensemble de ceux qui ont été formés, appartiennent au personnel de direction. Les 10,45 % restant, soit 545 personnes, sont des hommes ou des femmes se préoccupant des problèmes du travail (un archevêque, une demi-douzaine de prêtres, 5 pasteurs protestants, environ 25 religieuses, quelque 30 séminaristes, 275 Jocistes, 5 journalistes spécialistes des questions sociales et 198 policiers. Ces derniers ont été formés à la demande des syndicats parce que la police, qui s'occupait des questions du travail, ne connaissait rien ni des syndicats, ni de la vie et des difficultés des travailleurs).
2. L'ILM organise 170 heures de cours du soir ouverts aux responsables syndicaux, au personnel de direction et à d'autres dans la région de Séoul ; des cours d'un mois donnés sur place (170 heures) ouverts

seulement aux responsables syndicaux des Provinces; des cours sur place d'une semaine (44 heures) pour des responsables du syndicat national. En juillet 1982, 817 personnes de 21 cours du soir avaient passé les examens, 1.234 de 39 cours d'un mois et 3.142 de 91 cours d'une semaine.

3. Outre les cours de formation, l'ILM a dirigé neuf recherches concernant des problèmes concrets auxquels des syndicalistes étaient confrontés. Les résultats en sont utilisés dans les cours et sont diffusés auprès des institutions et des personnes concernées.
4. En plus de la formation et de la recherche, une troisième activité, prenant énormément de temps, est celle de la consultation. Les syndicats, les directions et le gouvernement viennent fréquemment consulter l'ILM.

(4) PUBLICATIONS

L'ILM publie seulement les résultats de ses recherches. Ceux-ci sont normalement rédigés en coréen, avec un résumé en anglais de 3 à 4 pages. Cependant, un travail commun, Labor and Industrial Relations in Korea : Theory and Practice a été préparé en anglais. Malheureusement, quelques mois après sa publication toute la législation du travail a été changée faisant de ce livre un repère historique plutôt qu'un ouvrage pratique.

(5) EQUIPE RESPONSABLE

Basil M. PRICE, S.J. Président du Conseil d'Administration, professeur (Principes Sociaux, spécialement doctrine sociale de l'Eglise).

Prof. Park YOUNG-KI, Directeur et professeur

Prof. Kim OH-SANG, Professeur et chercheur

D'autres professeurs enseignent selon les besoins, venant de l'Université Sogang et d'autres universités, ou bien de diverses organisations sociales et du gouvernement.

.....

4 : JESUIT SOCIAL AND PASTORAL CENTRE (JAPON)

(1) SITUATION

Le Jesuit Social and Pastoral Center est situé à Tokyo. C'est un centre nouveau et encore modeste, se trouvant dans une maison faite en théorie pour deux familles, dans la partie résidentielle de Tokyo.

Adresse : Jesuit Social and Pastoral Center
11-50 Ichigaya Kawadacho, Shinjuku-ku,
162 TOKYO
JAPON

(2) ORIGINE ET BUTS

Le centre s'est ouvert en mars 1981 sur une proposition de la Commission pour l'Apostolat Social. La consulte approuvait cette proposition ; et c'est ainsi que nous avons commencé ce centre avec trois jésuites, dont l'un était le Conseiller du Provincial pour l'apostolat social, le Père B. Weghaus. Il devint le Vice-Supérieur de la maison et le directeur du centre; il l'est encore maintenant.

La maison comporte deux étages. Le second étage est réservé à la résidence des Pères. Trois seulement habitent dans la maison, mais il n'y a pas de place pour davantage bien qu'un nombre plus important soit, semble-t-il, souhaitable. Le premier étage sert de bureau, mais un Père doit en utiliser une partie pour sa chambre (séparée du reste la nuit par une cloison mobile).

Le but du centre est décrit dans un bref mémorial du Provincial d'alors, le Père Pittau. "Le Social and Pastoral Center doit montrer la route permettant de parvenir dans la Province à une approche plus équilibrée des problèmes de justice, en essayant d'unir recherche, action et réflexion approfondie en un processus continu.

L'aspect social doit toujours être uni à l'aspect pastoral. Le centre doit aussi aider la Province en y promouvant un zèle apostolique."

(3) ACTIVITES

Le travail du centre se poursuit de la façon suivante. D'une manière générale, nous pouvons diviser notre travail en 4 sections :

- a) information
- b) consultation
- c) pratique
- d) éducation

1) Information

Nous avons sur les problèmes sociaux un large ensemble de matériaux provenant de sources diverses. Nous recueillons ces matériaux à partir des journaux, des magazines, des programmes de TV (sur video-cassettes), et de diverses études provenant des conférences épiscopales, de groupes d'action, etc.

2) Consultation

Nous sommes consultés surtout pour des questions de;

- insécurité sociale et/ou économique des individus
- problèmes de visas et de travail des personnes déplacées
- de pauvreté et d'aide éventuelle dans l'Asie du Sud-Est, que ce soit dans les camps de réfugiés ou ailleurs.

3) Pratique

Ce travail veut répondre aux demandes d'expérience et de clarification. Il consiste en une participation à la préparation de voyages pour des "contacts avec la réalité" que projettent des prêtres, des religieuses ou des laïcs (catholiques ou non) ; ces voyages sont le plus souvent vers les Philippines, la Thaïlande ou la Corée.

Ce travail comporte aussi des contacts avec la société pour les réfugiés au Japon, la participation à des réunions et la collaboration comme interprètes, agents de liaison ou autre chose de ce genre.

Pour parvenir à clarifier certains problèmes en des domaines limités, nous projetons des programmes de recherche sociale; l'un de ceux-ci vient d'être achevé : il consiste en une investigation concernant les conditions de vie d'environ 500 familles de personnes âgées dans un quartier sous-développé de Tokyo.

4) Education

Tous les Pères qui sont ici enseignent à l'Université Sophia, et deux d'entre eux à plein temps. Ainsi l'enseignement à l'université fait partie de notre travail.

Outre cela, nous avons organisé un groupe de travail sur "l'homme et le développement", qui se réunit la deuxième semaine de chaque mois pendant deux heures dans l'une des paroisses de Tokyo.

Le nombre le plus élevé de ceux qui participent à ces activités est atteint dans les conférences des paroisses et, bien sûr, à l'université, où les cours vont de 10 à 300 étudiants. Mais la plus grande partie de notre temps est prise par des consultations avec les individus ou de petits groupes.

(4) PUBLICATIONS

1. Dès le début, nous avons publié un petit opuscule "Social Apostolate Letter" (SAL), qui paraît tous les mois (le n° 21 vient de paraître). Cela est très modeste : environ une dizaine de pages en anglais et en japonais. Cela est, jusqu'ici, publié à 250 exemplaires, et son but

exprès est d'approfondir la conscience des problèmes sociaux parmi les jésuites de la Province du Japon.

2. Un journal, qui paraît tous les deux mois, "Voice of Asia", était publié avant la fondation du centre ; il continue aujourd'hui sous la même forme, publiant tous matériaux concernant les conditions sociales et économiques en Asie du Sud-Est. On y trouve des informations sur les Philippines, l'Indonésie, la Thaïlande, etc. ; la langue employée est uniquement le japonais. Cependant, à partir du n° 26 qui doit paraître en août, un résumé de plusieurs articles de différents périodiques sera ajouté en anglais et en japonais. Ceci permettra de s'initier aux problèmes d'injustice des autres parties du monde. "Voice of Asia" est imprimé à 600 exemplaires ; les six numéros d'une année sont réédités et imprimés en 600 autres exemplaires, tous diffusés à bas prix par l'intermédiaire des ordres religieux et des paroisses ou individuellement.

Les conférences du groupe de travail "L'homme et le développement" sont, elles aussi, imprimées : 6 séances de travail forment un opuscule ; ces opuscules sont diffusés de la même manière que "Voice of Asia".

(5) EQUIPE RESPONSABLE

Cette équipe comprend 5 personnes : 3 jésuites, une femme de 30 ans, bibliothécaire diplômée, et un jeune homme de 26 ans.

Jésuites : - Père Isamu ANDO, enseigne la 'Doctrine sociale' à Sophia.
 - Père Keizo YAMADA, enseigne l'administration à Sophia
 - Père Burghard WEGHAUS, directeur du centre, enseigne la morale sociale à Sophia.

.....

5. IGNACIANA APOSTOLIC CENTRE (PHILIPPINES)

(1) SITUATION

L'Apostolic Centre se trouve à Sta Anna, quartier populaire de Manille.

Adresse : Apostolic Centre,
2215 Pedro Gil St.,
Sta. Ana,
MANILLE 2802,
PHILIPPINES.

tél: 50-12-36 à 38
59-59-36
50-21-68

(2) ORIGINE ET BUTS

L'Apostolic Centre est la continuation de l'Institute of Social Order fondé en 1946. Sous la direction du P. Walter Hogan, l'ISO s'est centré sur les problèmes du travail et sur les syndicats ; sous la direction du P. Gaston Duchesneau, il s'est davantage préoccupé de la formation des directeurs diocésains d'action sociale.

Le programme actuel d'activités du centre est spécialement axé sur la formation des hommes d'Eglise et sur un travail pour le développement et l'organisation de la base, spécialement parmi les paysans et les ouvriers.

(3) ACTIVITES

Il existe 9 programmes d'activités différents au Centre.

1. Programme de formation à la foi et à la justice

But d'ensemble : Aider les gens d'Eglise à intégrer leur travail pour la justice et pour la foi de telle sorte que :

- a) leur travail pour la justice devienne une dimension constitutive de leur foi ;
- b) ils aient les connaissances de base essentielles pour lire et interpréter correctement et fondamentalement la réalité.

Objectif spécifique : aider les gens d'Eglise de telle sorte que :

- a) ils aient les connaissances techniques de base les aidant dans leur travail pour la justice et spécialement parmi les pauvres Philippines marginalisés ;
- b) ils aient les connaissances théologiques de base qui les aident à voir le lien intime entre leur foi et leur travail pour la justice.

Résultats : ceux qui participent à ces programmes acquièrent les connaissances de base leur permettant de s'engager à un travail pour la justice inspiré par leur foi.

2. Formation des communautés chrétiennes de base

But d'ensemble de l'équipe nationale : développer et promouvoir une intelligence du genre de changement servant la foi qui fait la justice ; établir des réseaux de communication et de coordination entre une équipe

locale et les autres membres des communautés chrétiennes de base.

Objectif spécifique : aider les équipes locales et les membres des cellules de telle manière que les différents stages de formation pour les communautés de base conduisent à une prise de conscience critique de leur dignité humaine, des causes et des effets de la marginalisation, en même temps qu'à une espérance fondée sur l'efficacité d'une action organisée.

Résultats : pour les équipes locales et les responsables des communautés de base, intégration des dimensions intrapersonnelles, interpersonnelles et communautaires de la vie chrétienne ; promotion de la dignité humaine, de la volonté de ne dépendre que de soi, croissance et développement des communautés chrétiennes de base.

3. Programme de formation et organisation des travailleurs

But d'ensemble : aider les travailleurs et leurs organisations à se restructurer selon les lignes spécifiques d'un métier, d'une profession, d'une industrie ou de lieux déterminés.

Objectif spécifique : former des promotions de 25 travailleurs en trois ans, pour qu'ils puissent devenir des responsables plus efficaces de leur organisation et qu'ils puissent être eux-mêmes des formateurs parmi les travailleurs.

Résultats : l'équipe a mis au point un 'Trainers' Manual on Leadership Formation' qui peut être facilement repris et adapté par ceux qui ont été formés pour des situations et des besoins propres ; on a aussi préparé un manuel sur les méthodes et techniques d'éducation des travailleurs adaptées aux travailleurs des Philippines et à leurs caractéristiques.

4. Programme de formation et organisation des paysans.

But d'ensemble :

1. aider à faire avancer un processus de rationalisation des relations avec la Western Batangas Sugar Industry (WBSI) alors que les paysans ne possèdent pas les terres et n'en sont que les locataires ;
2. aider les fermiers et leurs organisations à se restructurer pour arriver à réaliser le but n°1.

Objectif spécifique : former des groupes de 25 paysans pendant trois ans en sorte qu'ils puissent devenir des responsables plus efficaces au sein de leurs organisations et agir comme formateurs parmi les paysans.

Résultats : Ceux qui ont été formés peuvent prendre en charge des séminaires de base sur le syndicalisme paysan en vue d'une action sociale constructrice visant à rationaliser les rapports au sein de l'industrie du sucre.

5. Programme de formation para-juridique parmi les syndicalistes

But d'ensemble : Mettre au point des programmes et des mécanismes permettant aux hommes de la base, particulièrement aux syndicalistes et aux paysans, d'avoir accès aux lois et à toute information juridique ; leur permettre ainsi de comprendre et critiquer efficacement celles-ci.

Objectif spécifique : Former des groupes de 25 travailleurs pendant trois ans à des connaissances para-juridiques les mettant à même de donner leur aide pour tout ce qui touche à l'organisation syndicale, aux procès, aux litiges, aux problèmes juridiques et de remplir ainsi un rôle para-juridique pour leurs syndicats.

Résultats : Un ensemble de cas a été pris en mains et éclairé par une documentation par ceux qui ont été formés chaque année ; onze sources de documentation ont été contactées et visitées ; chaque année un cas d'injustice a été pris en main et a été l'objet de documentation ; onze cycles de 'Certification Elections' ont été menés à bien ; participation à des congrès sur les syndicats et à des actions de masse de ceux-ci ; mise en route et poursuite d'une éducation para-juridique pour les syndicalistes.

6. Recherche en vue de la participation et de la conscientisation

But d'ensemble : Mettre en route des projets de recherche sur la participation et la conscientisation et former des chercheurs de la base qui soient à même d'entreprendre et d'aider des projets de recherche sur des problèmes aussi bien propres à un secteur que d'ordre national.

Objectif spécifique : pendant quatre ans, formation de 30 chercheurs paysans et de 30 chercheurs ouvriers chaque année, si bien que six projets de recherche, trois pour les paysans et trois pour les ouvriers, sur des questions spécifiques les concernant et les intéressant ont été entrepris ; ceux qui ont été ainsi formés peuvent mobiliser leurs organisations pour qu'elles réalisent des plans d'action fondés sur les résultats de la recherche ; ceux qui ont été formés peuvent à leur tour devenir des formateurs parmi les paysans et les ouvriers ; ils peuvent aussi mettre en route et conduire à leur terme des projets de recherche en vue de la participation et de la conscientisation dans leur propre localité ou leur organisation.

Résultats : ceux qui ont été formés ont mobilisé leurs organisations à partir des résultats de leurs recherches ; agissant eux-mêmes comme formateurs ils ont mené à bien quatre projets de recherche, deux pour les paysans et deux pour les ouvriers.

7. Programme de formation à certaines techniques

But d'ensemble : aider les travailleurs de l'Eglise à acquérir certaines des techniques indispensables pour l'organisation d'une communauté, en tirant aussi la leçon des problèmes rencontrés dans leur travail d'organisation.

Objectif spécifique : donner une session d'une semaine à 30 personnes d'Eglise comprenant la nécessité d'acquérir des connaissances et des techniques dans l'un des trois domaines suivants : analyse, planification, marxisme et christianisme. 18 sessions pendant trois ans ont été données à différents groupes ; le total des participants a été de 540.

Résultats : pour ce qui est d'un développement de l'organisation, au cours de la session, les participants devront dresser des plans pour leur propre organisation ; pour ce qui est de l'analyse sociale, pendant la session, les participants auront appliqué l'analyse à leur situation particulière ; pour ce qui est du marxisme et du christianisme, durant leur session, ils auront essayé d'acquérir une vision et une stratégie chrétiennes du changement social.

8. Recherche concernant les droits de l'homme et promotion de ces droits.

But d'ensemble : arriver à ce que davantage prennent conscience des violations répandues des droits de l'homme et en viennent à prendre la défense des personnes chaque fois que les droits humains sont violés.

Objectif spécifique : vers la fin de 1986, la section des droits de l'homme sera devenue pleinement opérationnelle, ce qui lui permettra de poursuivre les activités suivantes :

- 1) mener à bien un programme d'éducation sur les droits de l'homme pour les ouvriers, les paysans et les travailleurs de l'Eglise.
- 2) mener à bien recherches et documentation sur les violations spécifiques des droits de l'homme ;
- 3) publier des documents sur les droits de l'homme.

Résultats : chaque année :

- 1) recherche et regroupement de données diverses : 2 travaux de recherche et documentation chaque année, 2 travaux en collaboration avec d'autres organisations ; un rapport annuel sur la situation des droits de l'homme aux Philippines.
- 2) Education et promotion : publication d'oeuvres importantes (2 chaque année), un bulletin mensuel, deux posters pour la promotion des droits de l'homme, une production audio-visuelle.

9. Documentation et bibliothèques

But d'ensemble :

- a) aider les gens de la base à avoir accès sans discrimination à une formation vitale et adaptée ;
- b) établir et rendre opérationnelle une banque de recherche des données.

Objectif spécifique : vers la fin de juillet 1986 une banque de recherche des données devrait être devenue pleinement opérationnelle.

Résultats :

- a) coordination avec 15 centres d'information locaux et 10 autres internationaux ;
- b) documentation sur les problèmes des droits de l'homme et sur les actuelles conditions sociales, politiques et économiques aux Philippines ;
- c) systématisation et synthétisation de matériaux de référence sur le travail et les relations dans le monde rural, sur la réforme agraire, sur la démocratie industrielle, sur le syndicalisme, sur les droits de l'homme, sur les différents systèmes et modèles politico-économiques.

(4) PUBLICATIONS

Le centre a une petite imprimerie qui publie des articles originaux ou en reproduit d'autres sur les questions de développement de l'homme. La collection est appelée HUMAN SOCIETY. Jusqu'ici ont été publiés 15 réimpressions et articles originaux.

(5) EQUIPE RESPONSABLE

L'équipe du Centre comprend 42 personnes à plein temps, dont 30 constituent l'équipe de formation et de ceux qui travaillent sur le terrain ; le reste est constitué par un personnel de maintenance.

Les jésuites sont au nombre de 4 :

José C. BLANCO, directeur-adjoint, chargé des programmes

Benigno A MAYO, directeur

Antonio OLAGUER, responsable de l'ensemble

Simplicio SUNPATCO, pastorale et travail dans les "barrios".

LA RÉPONSE DE LA COMPAGNIE AU MONDE MODERNE

Mgr. Francisco CLAVER S.J. n'est pas un inconnu pour les lecteurs de PJ. Se trouvant encore dans sa Prélature Nullius de Malaybalay, au sud des Philippines, il espère que le coadjuteur qui vient de lui être donné prendra bientôt ses fonctions. Nous donnons ici le texte d'un discours qu'il prononça le 28 juillet 1982 devant quelque 400 jésuites assemblés à Spokane pour célébrer le 50ème anniversaire de la Province d'Orégon.

.....

Il est arrivé quelque chose depuis Vatican II à l'Eglise une, sainte, romaine, catholique et apostolique. Il ne s'agit pas seulement du fait que des hommes quittent le sacerdoce et des femmes désirent celui-ci, pour ne citer qu'un seul problème, lequel n'est pas pour autant le plus important de ceux auxquels doit faire face l'Eglise d'aujourd'hui. Je me hâte pourtant d'ajouter que ce fait constitue un symptôme et n'est qu'une partie d'un problème plus vaste. S'il m'était permis de simplifier à l'extrême, je dirais que le problème auquel nous avons à faire face aujourd'hui en tant qu'Eglise et en tant que chrétiens est notre crédibilité justement en tant qu'Eglise et que chrétiens. Pour le dire d'une autre manière, il s'agit du problème de faire que notre foi dans le Seigneur Jésus ait un sens pour nous-mêmes et pour notre monde changeant rapidement, pour les joies et les espérances, pour les craintes et les insécurités, pour la vie et - oui - pour la mort de ceux parmi lesquels nous essayons de vivre cette même foi.

Ceci, j'ose le dire, est le problème que nous rencontrons partout en tant que jésuites, comme individus et comme communautés, lorsque nous voulons réaliser ce que l'idéal apostolique de la Compagnie exige de nous.

Il m'a été demandé de dire ici quelque chose concernant la réponse de la Compagnie au monde moderne. C'est une tâche énorme pour quelqu'un comme moi qui vient d'une région qui, même dans un pays sous-développé comme le nôtre, est regardée comme la brousse par excellence ! Mais il se peut que justement en raison de cela, nous, les jésuites qui travaillons au Bukidnon, avons quelque chose à dire concernant le monde moderne au sein duquel, que cela nous plaise ou non, nous et nos contemporains sommes plongés par des forces que (c'est ce que nous disent ⁹⁸⁴⁴ qui savent mieux que nous) nous essayons de pourfendre ridiculement comme de nouveaux Don Quichottes.

Nous nous sommes pendant longtemps posés cette question : Les Philippines, pays du Tiers-Monde, peuvent-elles être amenées au même degré de développement économique que celui dont nous jouissons dans le Premier Monde sans - comme l'a dit une fois le Père Arrupe pour le Japon - "perdre son âme" : c'est-à-dire sans détruire des valeurs de l'esprit humain qui nous ont soutenus en tant que peuple et ont rendu possible d'humaniser, d'une certaine manière, notre pauvreté ; sans attirer sur nous toutes les malédictions et tous les maux qui affligent les sociétés modernes ? ou bien est-ce là impossible - et c'est une loi inévitable de notre condition humaine que les bénédictions (et les malédictions en cette matière) ne sont jamais pures : nous supprimons la souffrance dans un aspect de notre vie, mais nous la recréons dans un autre aspect ?

Mais peu importe ; nous avons toujours à nous préoccuper de la souffrance humaine sous quelque forme que ce soit. Je crois que c'est ce souci qui est à l'arrière-plan de l'élan qui a poussé la 32ème Congrégation Générale ; et s'il en est ainsi, cela montre quelle réponse la Compagnie doit donner au monde moderne.

Laissez-moi vous parler de cette réponse en partant de notre perspective propre aux Philippines - et, j'ose le dire, propre à la plus grande partie du Tiers-Monde où des jésuites sont affrontés aux problèmes du monde moderne, mais comme en étant situés de l'autre côté d'une même pièce de monnaie. Ce n'est pas pur accident si nous arrivons à des conclusions et à des points de vue semblables.

I : LE TRAVAIL DE L'EGLISE

Commençons par dire quelques mots de ce que fait l'Eglise dans son travail pour annoncer l'Evangile.

Nous sommes bien conscients que l'Evangile n'est jamais annoncé dans le vide, dans un contexte hors du temps, hors de l'espace et hors de toute culture. Je ne dis pas que l'on n'a pas parfois tenté de le faire ; je dis seulement qu'on ne doit pas le faire. Et s'il en est ainsi, spécialement si nous estimons vraiment que ce que nous disons est une marque caractéristique du christianisme - se consacrer aux autres par amour du Christ -, il nous faudra plus qu'une attention donnée en passant aux besoins les plus profonds des hommes : ce qui les inquiète, ce qui rend leur vie heureuse ou malheureuse, plus humaine ou moins humaine. De ce point de vue, nous voyons nettement s'étendre le travail que nous faisons, et donc les réponses que nous donnons aux besoins de notre peuple dans la mesure où celui-ci (et nous avec lui) les voit.

1. Faim, ignorance, maladie.

Dans les conditions générales d'un sous-développement économique qui est endémique dans le Tiers-Monde, la faim, l'ignorance et la maladie sont les problèmes les plus évidents auxquels on est partout confronté, si du moins on a des yeux pour voir. L'Eglise a automatiquement, et sans faire de théorie, répondu à ces besoins : elle nourrit les affamés, enseigne les ignorants,

prend soin des malades. De là sont nées des oeuvres, de grandes oeuvres, telles que des organismes de secours et des centres de distribution de nourriture, des écoles et des universités, des cliniques et des hopitaux. Partout où se trouve l'Eglise, ces oeuvres ont été développées sur une grande échelle. Elles ont été traditionnellement les points de départ de son apostolat dans les pays dits 'de mission'. Et il est hors de doute que ce sont là des oeuvres de l'Evangile et qu'elles doivent être encore maintenues aujourd'hui.

2. Pauvreté

Si nous analysons plus en profondeur les besoins auxquels ont essayé de répondre nos oeuvres traditionnelles, nous découvrirons pourtant que le besoin le plus profond, sous-jacent à tout et à l'origine des problèmes les plus urgents, est tout autre. Si les hommes ont faim, manquent de connaissance, sont malades, ce n'est pas toujours parce qu'ils n'ont pas l'occasion d'améliorer leur vie - bien que, assurément, ce manque d'occasion est lui-même un problème -, mais parce que, le plus souvent, ils n'en ont tout simplement pas les moyens. En d'autres mots, ils sont pauvres, affreusement pauvres. Nous nous trouvons ainsi face au problème de la pauvreté, problème énorme en purs termes économiques. Nous nous engageons dans des oeuvres de développement économique: sociétés de crédit, coopératives de toutes sortes, programmes d'action au plan technologique, etc. Initialement, du moins à la fin des années 60, se consacrer à ce genre de travail était regardé comme chose étrangère à la mission de l'Eglise. Il n'en est plus ainsi maintenant. On voit bien que si nous pouvons, si nous devons, nourrir les affamés, enseigner les ignorants, soigner les malades, nous pouvons et devons faire quelque chose pour ce qui est à l'origine de leur faim, de leur ignorance, de leur maladie.

3. Injustice

Il n'est pas besoin de réfléchir longuement pour réaliser que si les hommes sont pauvres, ce n'est pas simplement parce qu'ils n'ont pas le moyen d'améliorer leur sort ou parce qu'ils sont paresseux. C'est aussi, souvent, parce qu'ils n'ont pas d'accès à ces moyens d'améliorer leur sort. Nous nous heurtons ici à l'immense problème de l'injustice sociale. Il y a longtemps que l'Eglise s'est préoccupée de ce problème, si du moins les encycliques et les déclarations des Papes ont quelque sens ; mais s'est-elle préoccupée concrètement de la justice sociale comme d'un apostolat reconnu par tous ? Je n'en suis pas sûr. De toute manière, lorsque l'on reconnaît qu'un partage inégal des richesses entre les hommes est dû à de graves injustices sociales, reposant elles-mêmes sur la structure même de la société et quand l'Eglise commence à prendre en main le problème et non pas seulement à en parler, nous voyons alors naître des oeuvres telles que des bureaux d'assistance juridique, des programmes d'éducation à la justice, des séminaires de conscientisation sociale, etc. Nous voyons aussi alors l'Eglise accusée par les gens au pouvoir et par des intérêts déguisés de toute sorte de "se mêler de politique". C'est à ce stade que surgit toute la question de l'Eglise et

de la politique, sujet brûlant en tous lieux.

4. Impuissances

Lorsque l'Eglise fait face au problème de la justice et encourage à travailler pour la justice, un autre fait survient immédiatement ; les victimes de l'injustice et de l'oppression, les pauvres, les sans-droits, ne peuvent pas arriver à corriger l'ordre social dans lequel ils vivent parce qu'ils sont sans pouvoir. Le refus d'un pouvoir légitime est lui-même une grave injustice. Mais, même lorsqu'il n'est pas refusé, cela ne signifie pas qu'il sera exercé comme il faut. Pour répondre aux besoins en ce domaine, l'Eglise s'engage dans des oeuvres d'organisation des communautés, de création de syndicats, de création de groupes de réflexion et d'action, de conscientisation. Lorsque l'Eglise considère comme une tâche évangélique de donner aux hommes un pouvoir, elle doit être prête à se voir accusée de subversion, de rébellion, de trahison, et à être punie pour cela par suite des réactions inévitables des hommes au pouvoir. Elle doit aussi être très attentive à ne pas être elle-même réduite à un pur parti politique.

5. Manque de dignité

Le pouvoir dont nous parlons ici n'est pas celui qui aurait pour base un pur égoïsme ou la volonté de dominer, de contrôler, de contraindre. C'est justement le type de pouvoir et la manière de l'exercer qui doivent être identifiés et corrigés en donnant un pouvoir à ceux qui n'en ont pas. Le pouvoir qui doit être donné aux hommes - y parvenir fait partie de la mission de l'Eglise -, doit reposer sur quelque chose de plus solide, de plus ennoblissant. Ce ne peut être rien d'autre que la dignité humaine, une dignité qui, pour le chrétien, est en dernier recours fondée sur notre filiation divine. J'ai l'impression que nous regardons trop la dignité de l'homme comme chose acquise. Nous en parlons, nous accumulons réflexions philosophiques et théologiques à ce sujet. Mais que faisons-nous face à des conditions de vie qui avilissent et déshumanisent "les plus petits des frères du Christ" et, par conséquent, nous avilissent et nous déshumanisent tous ? Nous ne pourrions être vraiment l'Eglise, et d'une façon crédible, que si nous unissons le problème de la perte de dignité à ceux de l'absence de pouvoir, de l'injustice, de la pauvreté et de tous les maux qui en découlent, et si nous sommes prêts à agir conformément à l'Evangile face à tous ces problèmes.

Permettez moi d'ajouter ici deux choses à titre de remarques complétant ce dont nous venons de parler.

1) Nous commençons par les besoins essentiels, le besoin qu'ont les hommes de nourriture, de connaissances, de santé. De là nous allons aux maux sociaux causant et aggravant ces besoins : la pauvreté, l'injustice, l'impuissance. Et nous achevons avec le besoin le plus crucial : la dignité humaine, le respect des individus, les droits qui en découlent, tout ce qui véritablement définit une personne comme image de Dieu. L'ensemble

de ces oeuvres liées entre elles que nous avons brièvement mentionnées comme étant la manière pour l'Eglise de répondre concrètement aux divers besoins des hommes correspond, me semble-t-il, à ce que Paul VI entend par développement humain intégral et total.

- 2) *L'Eglise ne rencontre pas trop de difficultés à faire face aux besoins des affamés, des ignorants, des malades ; comme aussi, d'ailleurs, à parler de dignité humaine et des besoins spirituels qui en découlent. Mais, entre se consacrer aux oeuvres traditionnelles de l'Eglise de charité, d'éducation, de soins du corps, d'une part et, d'autre part, des discours sur la dignité humaine, se trouvent les domaines critiques de la pauvreté, de l'injustice, de l'impuissance, domaines suspects pour un très grand nombre. Ce que je voudrais dire ici, c'est que, lorsque l'Eglise considère ces mêmes domaines comme les lieux normaux de son annonce de l'Evangile du Christ, elle se trouve dans une situation plus forte et jouit d'une plus grande crédibilité pour parler de la dignité humaine ; quand elle reste étrangère à ces domaines, elle court le danger de ne proposer que des palliatifs ou, pire encore, de soutenir le statu quo d'une situation d'exploitation, d'injustice, d'oppression.*

2. LA TRANSFORMATION SOCIALE

S'il existe un élément nouveau, ou du moins prenant plus d'importance, dans les activités de l'Eglise d'aujourd'hui, je pense que nous pouvons l'exprimer de la manière suivante : La mission de l'Eglise comprend la transformation des sociétés ; nous réalisons le salut en Jésus Christ à travers ce que nous faisons pour et avec les hommes parmi lesquels nous vivons. Peut-être avons-nous toujours été conscients de ce qu'il existe une force transformante de l'Evangile - nous avons toujours parlé de metanoia -, force qui ne change pas seulement les individus, mais aussi des communautés entières. Mais il se peut que ce ne soit que maintenant que nous commençons à voir quelle metanoia entraîne la réforme des structures d'une société. Cette tâche de transformation peut prendre différents noms : développement humain total, travail pour la justice, évangélisation intégrale, libération complète, constitution de communautés d'église de base. Quel que soit le nom, il s'agit toujours de la même réalité, la construction du Royaume.

Si nous acceptons cet accent nouveau sous la formule générale de la construction du Royaume, nous devons avoir une idée de la manière dont ce Royaume doit s'incarner en termes de sociétés d'aujourd'hui. Nous devons avoir une vision d'ensemble, un projet. Il nous faudra aussi avoir les moyens et la possibilité de réaliser ce projet et de faire une réalité de cette vision d'ensemble.

Aux Philippines, ceci ne nous a pas fait problème jusqu'au moment où, soudainement, nous avons été confrontés à toutes sortes de vues et programmes idéologiques soutenus par des puissances qui permettait de les réaliser : les canons.

C'est alors la loi martiale, euphémisme pour désigner ce que l'on appelle normalement dictature, et sa manière de voir les réformes. Cela nous fut imposé de force, avec le but avoué de nous transformer en une "nouvelle société". Il était prévu que nous allions nous incliner et dire "amen" à tous les projets grandioses qui avaient été rêvés pour notre amélioration par un seul homme, que nous accepterions son idéologie, sa discipline, ses décrets et tout le reste...

Est alors venue la Nouvelle Armée du Peuple (NPA, New People's Army) branche armée du Parti Communiste des Philippines; en même temps s'installait le Parti lui-même et toutes sortes de coalitions de gauche le soutenant. Eux aussi ont un projet, un projet très clair, visant à se débarrasser de la "dictature impérialiste des Etats-Unis et de Marcos" pour mettre à sa place un Etat communiste - ou, pour reprendre leur vocabulaire, une Démocratie Nationale et Socialiste.

C'est ainsi que se sont formés d'autres groupes ayant ou voulant avoir le pouvoir : les Sociaux Démocrates, le Mouvement du 13 avril, le Mouvement "Light-a-Fire", etc. Tous proclament que leurs idéologies et leurs programmes sont la réponse à notre situation nationale.

3. NOTRE VISION CHRETIENNE

Au milieu de cette fermentation idéologique, nous sommes obligés de nous demander : qu'est-ce que l'Eglise a à proposer ? Avons-nous une vision personnelle du type de société pour lequel nous devons travailler ? Pouvons-nous et devons-nous préciser cette vision à la manière dont le font les idéologues, la présenter de telle manière qu'elle "accroche" les gens, les pousse à s'engager de telle sorte que, aussi bien littéralement que symboliquement, "ils prennent le maquis" pour la mettre en oeuvre ? Ou, si telle n'est pas la tâche de l'Eglise, comment nous comporter face aux diverses forces tentant chaque jour d'attirer, de mettre totalement notre peuple sous leur dépendance (au-delà du simple fait de les critiquer ou de les condamner), et de nous tenir en même temps à l'écart de la "politique" ?

Telles sont les questions que nous nous posons aujourd'hui dans l'Eglise des Philippines. Et elles ne se posent pas seulement dans les salles de récréation des communautés jésuites. Nous les proposons à la discussion ouverte de nos communautés de base, l'Eglise de la base.

Et quelles réponses ?

Essayons de simplifier un peu en prenant un passage de l'Evangile dont on use (et abuse) beaucoup pour décrire la mission du Christ et de l'Eglise aujourd'hui. Je veux dire Lc 4,18 :

L'Esprit du Seigneur est sur moi,
parce que le Seigneur m'a consacré par l'onction.
Il m'a envoyé porter la Bonne Nouvelle aux pauvres,

annoncer aux captifs la délivrance,
et aux aveugles le retour à la vue,
rendre la liberté aux opprimés,
proclamer une année de grâce du Seigneur.

Comment interprétez-vous ces paroles du Christ ? Il les utilise pour décrire sa mission, et la nôtre aussi. Il est étonnant de voir combien on peut lire ces mots d'une manière différente. Mais peu importe que ces lectures soient différentes et opposées : la manière dont on lit ce texte a beaucoup à dire sur la manière de comprendre l'Eglise et le rôle de celle-ci dans la sphère du profane ; révélateurs aussi sont les liens que l'on peut établir ou ne pas établir avec une manière de concevoir son rôle dans le travail de transformation des hommes et des sociétés.

C'est ainsi - je parle toujours des Philippines - qu'il y a parmi nous ceux qui prennent les mots de Luc en un sens complètement spirituel, et qui en concluent que l'Eglise en tant qu'institution n'a absolument rien à faire avec la politique. La politique est le domaine propre des laïcs, non des clercs. Inutile de dire que le gouvernement encourage ce genre de raisonnement, invoquant la facile formule de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Cela les aide considérablement à maintenir les choses comme elles sont.

Mais pour une petite (mais gênante) minorité, ces mots sont littéralement un appel aux armes. Pour eux, ils veulent dire que l'Eglise doit s'engager avec "les pauvres et les opprimés" en allant jusqu'à prendre les armes pour les libérer de tous leurs manques de liberté. Pour être concret, cela va jusqu'à soutenir le seul groupe armé efficace opposé au gouvernement, les communistes. Ne me demandez pas comment ils arrivent à une telle conclusion ou comment ils réconcilient le marxisme et le christianisme. Mais je peux dire ceci : face à la quasi impossibilité d'obtenir des réformes, la violence devient une option facile et attirante.

Pour un nombre croissant d'évêques, de prêtres, de religieux et de laïcs, ces mêmes mots ont un sens tout différent. Ils parlent le langage de l'engagement, mais dans une perspective d'ensemble de foi, et non pas à partir de présupposés idéologiques. Pour eux, le Royaume est éminemment spirituel, mais profondément enraciné dans le temporel ; et ils nous appellent à nous préoccuper et à agir contre tout ce qui détruit l'image de Dieu dans les hommes d'aujourd'hui et d'ici. En un certain sens, ce qu'ils cherchent à faire, c'est d'unir la vie spirituelle d'un authentique charismatique et l'engagement de l'homme se consacrant activement aux problèmes sociaux.

Bien entendu, ces différents types d'interprétation ne sont pas toujours aussi nettement distincts. De nombreuses nuances peuvent exister qui ne permettent pas de ranger les uns ou les autres selon des stéréotypes. Je veux seulement dire ici que, dans notre pratique pastorale, les nuances sont apportées par les gens eux-mêmes. Ils réfléchissent, discernent, prient au sujet de ces idées contenues dans des interprétations opposées de ce que doit

être la tâche du Royaume et la manière de concevoir celui-ci ; ils déterminent par eux-mêmes ce que cela veut dire pour leur propre vie et décident ce qu'ils feront alors.

4. LE PROBLEME DU POUVOIR

Ce qui ressort de tout ce que nous avons considéré jusqu'ici est une question dont, à première vue, on pourrait penser qu'elle n'a guère de rapport avec le problème, et qui est pourtant au coeur même du problème général de la mission de l'Eglise : la question du pouvoir de l'Eglise. Cela semble être une préoccupation naissant de ce que nous sommes obsédés par la mauvaise situation politique de notre peuple. Je n'en suis pas sûr. Il y a certainement de cela ; mais je pense aussi, quels que soient les faits, que c'est là une et peut-être la question de notre temps - de l'Eglise tout entière.

Si travailler à une transformation sociale fait partie de notre tâche d'annoncer l'Evangile, nous devons réfléchir non seulement au terminus ad quem de cette transformation, mais au processus même par lequel elle sera obtenue, aux méthodes et aux moyens, à la stratégie et à la tactique, en bref à la possibilité pour nous, selon l'Evangile, de réaliser les transformations que nous recherchons, c'est-à-dire, à notre pouvoir.

Quel est ce pouvoir ? Comment en usons-nous ?

Les réponses que nous donnons à ces questions - ou peut-être vaut-il mieux dire, les questions que nos réponses soulèvent - ont beaucoup à voir avec la manière dont nous considérons concrètement l'entreprise de prêcher l'Evangile. Ainsi, pour ceux qui renoncent à tout engagement politique parce que la mission de l'Eglise est avant tout spirituelle, comment agissent-ils face à une politique qui détruit les hommes ? En termes de pouvoir, comment doivent-ils utiliser leur pouvoir spirituel contre un tel mal ? Pour ceux qui optent en faveur de la "violence comme étant le dernier recours", comment doivent-ils transformer la société par le moyen de la violence - peu importe comment elle est justifiée -, sans détruire les autres- et eux-mêmes ? En termes de pouvoir, comment peuvent-ils empêcher le pouvoir de l'Evangile de dégénérer en une pure force politique ? Et pour ceux qui insistent sur le rôle prophétique de l'Eglise, comment passent-ils d'une parole prophétique à une action prophétique ? En termes de pouvoir, comment traduisent-ils un pouvoir prophétique en actes sans faire de la foi une idéologie ?

Ces réflexions nécessitent bien des recherches et du discernement - et de la prière. Plutôt que de répondre, comme le fait actuellement un évêque, c'est-à-dire d'une manière dogmatique, je voudrais plutôt vous parler de la manière dont les jésuites du Bukidnon - en tant que communauté apostolique - font leur recherche et leur discernement.

Depuis pratiquement le début de l'Eglise dans cette région, le Bukidnon a été un "territoire jésuite". Il a été érigé en Prélature en 1969, avec son évêque ; et peut-être cette année, certainement l'année prochaine,

il lui sera donné le statut de diocèse. Ce passage d'un état canonique à un autre ne sera pas seulement un changement symbolique ; en effet, l'année prochaine, pour la première fois dans notre histoire en tant qu'Eglise, les prêtres diocésains seront plus nombreux que les jésuites. Voilà pour la géographie ecclésiastique.

La géographie théologique de nos hommes est plus intéressante : elle va de Chalcédoine à Vatican II ; les différences dans les orientations théologiques comportent une mosaïque plus ou moins cohérente. La raison en est, je pense, que pratiquement la préoccupation pastorale de tous est centrée sur les gens. En 1970, tous ont consciemment et délibérément opté en tant que groupe pour une orientation plus prononcée en faveur des pauvres, dans la décision prise en commun de soutenir un mouvement national ayant pour but une plus grande justice pour les travailleurs et les ouvriers agricoles, lesquels forment la grande majorité de notre peuple. Depuis cette date, l'Eglise n'a pas été la même ; elle est vite devenue la cible de toutes sortes d'attaques, verbales ou non, pouvant aller jusqu'aux incendies et aux meurtres, de la part du pouvoir établi. Sous la loi martiale - c'est-à-dire la persécution du gouvernement-, la direction de l'Eglise est devenue plus nette et plus ferme. L'unité du dessein qui s'est peu à peu formé parmi nous n'était nullement de caractère monolithique, mais il y a eu - et il y aura encore - une unité malgré les nombreuses et réelles possibilités de divisions et de polarisations.

Dans toute cette fermentation, nous avons soudain réalisé que nous, en tant qu'Eglise, avons un pouvoir, un pouvoir réel. Je pourrais facilement citer ici l'impact de nos différents "apostolats" : mass media, action sociale, écoles, catéchèse, travail avec les minorités tribales, etc. Je n'en veux citer qu'une, notre programme de formation des laïcs.

A peu près depuis le temps où nous sommes une Prélature, nous avons tranquillement réalisé un programme de formation des laïcs dans le but de former de vrais responsables laïcs. Nous avons formé plus d'un millier de responsables de ce genre au fil des années, dont 700 travaillent encore activement. Il y a 3 ou 4 ans, alors que nous critiquions particulièrement la manière dont les choses se passaient, nous avons été éveillés par un fait étonnant. Le gouvernement et les militaires avaient essayé d'infiltrer nos groupes - et aussi les communistes, chacun désirant annexer ces activités à leurs buts politiques ! Leurs efforts ont échoué et l'on use maintenant envers nous d'intimidation et de tracasseries. Tout ceci nous a fait conclure : nous devons être en train de faire ce qu'il faut. Mais cela ajoute un fait troublant : l'Eglise a un pouvoir, l'Eglise est crainte. Où est le pusillus grex dans une telle Eglise ?

5. L'UTILISATION DU POUVOIR

Nous avons répondu l'an dernier à cette question en tant qu'Eglise. Lors d'une tournée de confirmation dans l'une de nos paroisses, une délégation

de gens d'un 'barrio' m'a posé la question : "D'un côté nous avons les militaires avec leurs opérations d'assainissement, de l'autre la NPA avec leurs liquidations ; et en plein milieu de tout cela, nous, les gens. Que nous conseillez-vous de faire en tant que notre évêque ?" Assainissement est le terme dont usent les militaires pour faire disparaître des gens qu'ils soupçonnent d'être "subversifs". Liquidation est le sort ordinaire de ceux que la NPA définit comme des "ennemis du peuple", faisant obstacle à la révolution.

Une semaine ou deux plus tard, lors de notre Assemblée Générale annuelle de la Prélature (rencontre de 3 jours du clergé, des religieux, des responsables laïcs et des travailleurs paroissiaux), j'ai posé la question aux délégués. Ils en ont discuté, ont prié, et j'ai pensé que leur réponse était vraiment une réponse de l'Esprit : Ils ont fortement dit oui à l'effort de la Prélature en faveur de la justice ; mais ils ont tout aussi fortement dit non aux forces de violence, de droite ou de gauche. Ce fut une option pour ce que nous avons plus tard appelé une totale vulnérabilité. (Totale et non partielle ; une vulnérabilité partielle voudrait dire que nous, en tant qu'Eglise, soutenons de tout coeur l'un ou l'autre pouvoir politique). Je reconnais que le mot a une résonance assez dramatique ; mais il dit bien la réalité de notre effort commun, et souvent pénible, de vivre la foi en ne mettant pas César avant Dieu, en ne compromettant pas ou n'affadissant pas l'Evangile par peur ou avec opportunisme.

Une telle option dit tout ce qui doit être dit sur ce qu'est notre pouvoir en tant qu'Eglise et sur la manière dont il doit être utilisé. Et cette option vient du 'petit troupeau'.

6. LA REPONSE DES JESUITES

Dans les perspectives limitées de cet exposé - il ne s'agit pas d'un pays moderne mais en voie de modernisation ; il s'agit d'un secteur déterminé de la Compagnie, non de tout le corps des jésuites - , il est possible de tirer quelques conclusions générales sur notre réponse, en tant que jésuites, au monde moderne. Dans la dernière partie de cet exposé, j'aimerais m'arrêter à trois points, auxquels nous avons déjà touché, à savoir : la transformation sociale, la définition d'une vision du monde et le pouvoir de l'Evangile, en me demandant s'il y a quelque chose de spécifiquement jésuite que nous puissions apporter pour donner une solution aux problèmes que posent ces mêmes points.

1. Transformation sociale et discernement. J'ai deux ou trois fois fait allusion en passant aux communautés chrétiennes de base. Pour nous aux Philippines - comme en Amérique Latine - ces communautés sont les principaux instruments pour la tâche immense de réforme et de renouvellement de la société, pour et par le peuple. A leur niveau le plus profond, ces communautés sont essentiellement des communautés de discernement, et de discernement dans un sens authentiquement ignatien. Ceci veut dire que le discernement qui est fait dans ces communautés n'est pas simplement une

analyse des situations, ni une pure réflexion théologique, ni même seulement une prière. Bien entendu, c'est tout cela, mais avec quelque chose de plus. Le processus étant communautaire et orienté vers la lecture des signes des temps en vue de la construction du Royaume, le partage des vues de foi des uns avec les autres est profondément marqué par un souci des autres. Cette caractéristique, unie au désir de se laisser totalement guider par l'Esprit, fait que ce processus lui-même opère une transformation. Nous n'avons pas le temps d'examiner de plus près ce simple fait, mais croyez-moi, c'est ainsi que cela fonctionne ! C'est ce qui se passe ici même dans votre discernement en tant que Province.

Saint Ignace a été un maître du discernement et d'une vraie transformation. Ses fils devraient être aussi capables de partager ce charisme ignatien spécial. Dans un monde où l'on essaie subtilement (et pas très subtilement non plus) d'exercer un contrôle sur les pensées par le moyen des media modernes, un sens critique guidé par la foi est absolument nécessaire. Pouvons-nous, en tant que corps, donner une plus grande attention au développement de ce sens critique ? Et ceci nous amène à notre second point.

2. Formation d'une vision de foi.

L'homme ou la femme du discernement doit être aussi un homme ou une femme de foi réelle. Et cela demande beaucoup de foi à quelqu'un d'arriver à voir ce qu'est le Royaume et ses implications dans les problèmes particuliers du monde moderne. Nous, jésuites, nous n'avons aucunement un domaine particulier dans la foi - à moins de penser que la charge d'étudier l'athéisme et l'incroyance, confiée à la Compagnie par Paul VI il y a quelques années, constitue un titre spécial. Mais nous nous réglons, une fois de plus, sur la 32ème Congrégation Générale et son choix pour "la justice au service de la foi". Le mot décisif dans cette phrase, me semble-t-il, n'est pas 'justice', aussi important qu'il soit, mais 'foi'. Notre travail pour la justice doit servir la foi. Ce rapprochement apparemment innocent des mots comporte de sérieuses implications ; en effet, comme l'expérience nous le fait découvrir, si nous ne sommes pas solidement ancrés dans la foi, l'apostolat de la justice peut devenir pure politique, à tout le moins pur travail social, et l'effort en vue de corriger ce qui est faux peut ne plus être qu'un pur et simple désir de revanche.

3. Efficacité et pouvoir de l'Evangile

J'hésite à en dire davantage au sujet du pouvoir de l'Evangile, du pouvoir de l'Eglise ; cependant, puisque vous commencez dans votre discernement de cet après-midi la partie qui est l'histoire du péché, l'image du pouvoir que la Compagnie projette parfois peut être l'objet d'un examen fructueux. Je ne sais pas ce que vous allez en tirer, mais nous y sommes ! Le Pape noir, les troupes de choc du Pape, le type de formation intellectuelle que nous recevons, nos institutions, la riche diversité de nos oeuvres, notre nombre - additionnez tout cela et vous aurez une image du pouvoir de notre ... "petite Compagnie" ! Notre formation nous donne tout

ce dont nous avons besoin pour être aussi adaptés que possible à notre apostolat. Nous ne sommes sans doute pas de purs pélagiens, mais nous n'en sommes pas loin avec notre souci d'efficacité - autre aspect du pouvoir -, bien que la plénitude de notre idéal, instrumentum conjunctum cum Deo, devrait venir corriger cette spéciale déformation.

Pour finir, laissez moi vous poser une dernière question : que devons-nous faire, que nous travaillions dans le Premier, dans le Deuxième ou dans le Tiers-Monde, ou bien, comme nous le disons aux Philippines, que nous vivions sous une dictature de droite, dans une démocratie constitutionnelle, ou dans un Etat communiste ?

Je pense que la réponse de base pour le jésuite sera bien la même.

L'IMAGE BRISEE

Le Frère Alex Mc DONALD est un jésuite australien qui se consacre à un apostolat inhabituel parmi les jeunes sans-logis de Melbourne. Il commence à travailler à 10 heures du soir et s'arrête vers 4 ou 5 heures du matin. Pendant toutes ces heures, on peut le voir habituellement assis dans l'un des bars louches ou l'un des asiles de nuit du secteur de St. Kilda's, écoutant les prostituées et les drogués qui viennent le trouver avec leurs problèmes. En 2 ans, il a gagné leur confiance comme personne n'a jamais pu le faire et il peut maintenant en aider un grand nombre. "L'image brisée" est sa méditation sur son travail.

.....

J'aimerais développer cette idée que les pauvres, les ignorants, les malades et les solitaires ont beaucoup à nous apprendre concernant notre propre pauvreté. Notre plus grand désir est de nous connaître tels que nous sommes réellement : "des enfants de Dieu créés à son image", de Dieu qui a envoyé son Fils Jésus pour nous montrer le chemin, la vérité et la vie. Jésus nous a appris en vivant lui-même parmi les pauvres combien ceux-ci sont riches, et aussi comment il a été pauvre jusqu'à la mort.

La pauvreté nous atteint jusqu'au plus profond de nous-mêmes; elle est à l'origine de peurs et d'angoisses cachées, provoque préjugés et colères. Vécue comme elle l'est par les sans-abris, les indigents, les clochards, et par les alcooliques, les drogués, par-dessus tout par les solitaires, la pauvreté interpelle les valeurs propres à notre manière de vivre. Elle libère en nous des forces que nous devons à tout prix essayer de comprendre, nous obligeant à prendre conscience et à nous débarrasser des valeurs cachées, et pourtant bien établies, contraires à l'Evangile, qui règnent dans nos vies.

L'indigence ne signifie pas simplement manquer d'argent ou de biens ; cela signifie vivre sans 'pouvoir', sans faire entendre sa voix dans les décisions concernant notre vie. Parce que le pauvre est à la merci de ceux qui ont pouvoir et autorité, il est par essence un homme sans pouvoir. L'indigence se manifeste comme une manière de vivre sans avoir grand souci de soi-même ou de sa famille ou de ses amis, comme une vie sans le sentiment de la responsabilité. Ainsi l'indigent est-il vu comme un homme qui choisit de se trouver ou d'aller là où il peut boire à l'excès, où il peut absolument ne rien faire, sans craindre d'être réprimandé. L'indigent n'appartient à personne ni à aucun

lieu. Bien plus, s'il est alcoolique, il est victime d'une maladie qui ne finira jamais. En tout cela, l'homme victime de la pauvreté est en quelque sorte un homme qui vit 'pieds et poings liés', parce que, bien qu'il puisse se passer d'espérance ou de bonheur, il sait que ses défauts ou ses vices ne le quitteront jamais, qu'il vit 'lié' à eux.

Quant à moi, je pense que, bien que cette pauvreté faite d'indigence, d'abandon et d'absence de toit ne corresponde aux conditions actuelles de vie que d'un faible pourcentage de notre communauté humaine, cet état, qui fait de tels hommes des êtres sans pouvoir, sans possession et vivant une sorte d'esclavage, se retrouve, en fait, dans chacune de nos vies. L'homme qui n'a pas de pouvoir nous oblige à regarder en face le manque de pouvoir de nos vies. L'homme qui n'appartient à aucun lieu met en question nos propres possessions. L'homme qui est 'esclave' nous oblige à regarder en face les faiblesses cachées dont nous sommes esclaves dans nos propres vies. Lorsque nous nous trouvons en face de l'abandonné et le regardons humblement dans les yeux, nous commençons à changer.

L'homme qui n'a pas de pouvoir nous effraie. Il nous fait prendre conscience du fait que, alors qu'il est sans pouvoir, nous avons un pouvoir et un pouvoir sur la vie des autres, peut-être même sur sa vie à lui. Nous sommes des gens pleins de pouvoir. Ce qui est effrayant pour nous, c'est que nous pouvons si facilement nous laisser prendre par le plaisir du pouvoir. Je me rappelle un soir dans l'un de nos asiles pour les sans-abris ; j'avais laissé une simple différence d'opinion entre l'un de nos hôtes et moi-même me faire sortir de moi, si bien qu'à la fin nous étions tous deux en train de crier de toutes nos forces. Le coup final, expression du pouvoir, fut lorsque je lui demandai de s'en aller. Ce fut la faiblesse de celui qui avait le pouvoir qui l'emporta. Me rappelant cela plus tard, dans le calme, je vis qu'avaient disparus tous les sentiments qui avaient marqué cette situation. Sans doute est-il facile de se dire : "et alors ? vous avez commis une erreur" ; mais on risque de laisser de côté le fait que ce fut alors un sérieux mauvais usage du pouvoir. C'est lorsque nous sommes furieux ou en colère qu'apparaît le plus notre pouvoir. Nous cherchons à contrôler, à dominer, à manipuler, à faire en sorte que les choses se passent comme nous le voulons. Celui qui n'a pas de pouvoir nous rappelle que, alors qu'il ne peut pas réaliser ce qu'il est, nous sommes si avides de pouvoir que nous ne savons pas le faire participer à notre vie en Jésus comme frère.

La vie des clochards nous interroge tout autant que l'indigence et l'abandon de certains hommes : elle est une combinaison de ces deux aspects de la vie. Les clochards sont très souvent accusés d'être des gens qui ont fui les responsabilités de la vie, spécialement celles de la famille et du travail. Ils cherchent quelque refuge où ils soient acceptés sans être l'objet de censure. Nos explications de la vie des clochards ou des indigents trahissent souvent une projection de notre propre vie, et ont un relent de pharisaïsme : "Je te loue, Seigneur, de ce que je ne suis pas comme le reste des hommes". Affrontés à la réalité des clochards, nous sommes obligés de considérer ce que ceux-ci signifient pour notre vie, pour ne pas dire ce que leur condition signifie pour leur propre vie. Le clochard peut être victime de circonstances et de conditions

de vie qui correspondent à tout un ensemble de raisons cachées, que nous ne connaissons jamais et que nous n'avons pas le droit de connaître.

Une non-appartenance : Quelles qu'en soient les raisons ou les modalités, le clochard, l'indigent, l'homme victime de la pauvreté n'appartient à aucun lieu ; et, pourtant, il a la même aspiration que nous tous à appartenir à un lieu. La clé qui permet de comprendre leur condition n'est pas leur irresponsabilité ou leur saleté ou leur colère ; c'est leur non-appartenance. Pour bien des raisons, le clochard n'appartient à aucune famille, à aucun lieu, à aucune communauté, à aucune société : il n'appartient à rien. Et il nous dérange parce que nous revendiquons une appartenance de toutes sortes de manières, que ce soit dans une famille, dans le mariage, dans l'Eglise, dans un abri, dans une maison religieuse ou un couvent... quelle est donc notre appartenance ? Combien d'entre nous sont 'pauvres en esprit' au sein de nos mariages, de nos familles, de nos amitiés ? Et quelle est donc cette sorte sociale d'appartenance qui crée des états de fait et des privilèges ? Tout en revendiquant l'égalité de tous les hommes, nous avons encore tendance à croire que certains sont un petit peu plus égaux que les autres. Nous retrouvons ici un écho de notre pharisien qui remercie Dieu de ne pas être comme le publicain...

En tant que chrétiens nous affirmons que nous sommes liés les uns aux autres, que nous sommes des frères et des soeurs les uns pour les autres. Qu'est-ce que cela signifie ? Y a-t-il une telle indigence dans notre fraternité que, lorsque nous nous trouvons affrontés à un indigent, nous nous sentons comme menacés ? L'homme qui n'appartient à aucun lieu exige de nous que nous regardions en face ce qu'est notre propre appartenance ; parfois, il reflètera si bien le vide de notre amour que nous le détesterons parce qu'il dit si clairement la vérité. Et pourtant Jésus a dit ouvertement et clairement cette même vérité et, par la Croix, nous a conduits plus profondément au coeur de cette vérité de nos vies ; si nous devons refléter la vie de Jésus dans la nôtre, nous devons être assez honnêtes pour refléter la vie des sans-abris dans notre propre vie, et révéler ainsi que nous avons été créés à l'image et à la ressemblance de Dieu qui s'est fait sans-abri pour nous.

L'image brisée : Si nous voulons vraiment rencontrer l'homme brisé avec le respect convenable, nous devons alors nous avancer en ayant un sens bien clair de ce que nous sommes nous-mêmes 'brisés', 'pécheurs'. Si nous voulons atteindre les sans-pouvoir, nous devons avoir nous-mêmes conscience de notre impuissance, de la manière dont, facilement, nous interprétons et utilisons mal notre pouvoir. Si nous voulons être reçus par celui qui n'appartient à aucun lieu, il nous faut voir clairement quelle sorte d'appartenance nous réclamons pour nous, et chercher à la proposer aux sans-abris.

Pour entendre avec des oreilles adaptées au message évangélique ceux qui sont 'esclaves', nous devons le faire avec l'humilité de celui qui sait sa propre faiblesse : "Lui qui était de condition divine, Il ne s'est pas prévalu de son égalité avec Dieu ; Il s'est anéanti lui-même au contraire, prenant condition d'esclave et se faisant semblable aux hommes". Les pauvres et les malheureux nous invitent à participer à leur vie, et à vivre ainsi ce qu'a

exprimé et manifesté la vie du Christ Jésus. Il est vital pour nous de ne pas arriver en ayant le sentiment de notre propre force, mais, respectueusement, avec un sens profond de notre propre faiblesse.

Bien évidemment, il est indispensable d'organiser l'aide aux pauvres et aux sans-abris par des institutions qui répondent à des besoins aussi essentiels que la nourriture et un toit et des vêtements ; cependant cela suppose et demande qu'il y ait d'abord eu une rencontre directe et personnelle avec le malheureux. En effet, alors qu'une prise de conscience et une action collectives sont nécessaires, nous devons redouter de nous situer seulement à ce niveau collectif, ce qui serait se tenir à l'écart de la réalité du malheureux. Nous ne nous arrangeons jamais pour les rencontrer nous-mêmes ; nous restons à l'écart. Ceci nous protège contre toute confrontation ou dérogation à un plan personnel.

Un autre risque lié au fait de se maintenir à ce niveau général est celui de nous trouver bientôt en opposition avec la valeur évangélique de la confiance dans le Seigneur, qui nous permet de vivre des moments difficiles dans la patience et dans l'espérance.

L'invitation que nous fait entendre le malheureux est celle que souligne l'Evangile. Le tableau du jugement dernier que peint saint Matthieu (25, 31-46) est explicite concernant les affamés, les assoiffés, les hommes sans vêtements, les étrangers, les malades et les prisonniers... et concernant la nécessité pour nous d'une réponse directe, simple et personnelle - aussi simple qu'un verre d'eau ou un morceau de pain. Si nous n'y réfléchissons pas, nous risquons de venir en ayant le sens de notre force et avec une condescendance dirigée. Si nous ne rencontrons pas personnellement les malheureux et les pauvres sans-abris, nous ne parlons qu'en notre nom. Si nous n'avons jamais écouté les malheureux, si nous n'avons pas été invités à participer à leur vie, ils ne seront plus des hommes dans notre vie et, à la place, deviendront l'objet d'un 'projet'.

Je ne prétends nullement avoir la seule vraie manière d'aller vers les malheureux ; je sens bien plutôt le besoin de dire mes réflexions sur mes erreurs et mes péchés. Je ne sais que trop combien il m'est facile de me laisser déterminer dans ma vie par des valeurs non-évangéliques, simplement parce que j'ai trop souvent mal interprété le message de Jésus, n'aimant pas vraiment tous ceux à qui j'ai parlé et écrit. Moi aussi, je suis malheureux et ai besoin d'être compris et aidé.

#####

NOUVELLES

"GRUPPO OPERAIO" S.J. EN ITALIE

La 11ème rencontre annuelle du "Gruppo Operaio SJ" d'Italie, qui correspond à la "Mission Ouvrière SJ" de France, ou à la "Misión Obrera" d'Espagne, a eu lieu à Napoli-Posillipo du 30 octobre au 1er novembre. 40 jésuites y ont participé, qui étaient surtout des prêtres-ouvriers, au sens propre du mot et ceux qui travaillent parmi les pauvres d'une manière ou d'une autre. Plusieurs scolastiques et supérieurs étaient aussi présents. Le thème de la rencontre était : "Per una Missione d'Italia: Gesuiti Operai ed Operatori di Pastorale Popolare". Trois exposés y ont été proposés :

1. Pino PIVA "Significato e specificità della missione dei gesuiti operai".
2. Pino STANCARI "I problemi della pastorale popolare".
3. Mario CASTELLI "La Missione d'Italia".

Nous donnons ici une version abrégée du document final élaboré par Carlo SORBI et approuvé par les trois orateurs nommés ci-dessus.

1) Introduction

Selon nous, cette rencontre constitue à la fois un point d'arrivée important et un point de départ dans le processus de réflexion qui s'est poursuivi pendant les deux dernières années parmi les jésuites du GO ("Gruppo Operaio"). Par suite de nos expériences et de nos situations dans les usines, nous avons nous aussi graduellement étendu notre activité sociale de l'usine au quartier, nous avons vu naître de nouvelles forces sociales et de nouveaux agents sociaux qui nous ont mis en contact avec d'autres jésuites, travaillant souvent dans des zones difficiles parmi les marginaux et les pauvres.

Ceci nous a conduits à élargir les horizons de notre analyse et à chercher des formes nouvelles et plus larges de collaboration avec d'autres de nos frères avec qui nous devons travailler pour établir un nouveau plan d'action pastorale. Nous sommes encore loin de ce but, encore que le consensus marquant la rencontre de cette année nous encourage, comme groupe, à travailler plus intensément à une plus grande diversité dans la pastorale et à une plus grande union dans les motivations.

2) Convergences

Le travail apostolique de toutes les communautés présentes à notre rencontre était fondé sur une option pour les pauvres, priorité qui ne nous est pas propre, mais est celle du Christ lui-même et qu'il a confiée à son Eglise. Nous n'en disons pas plus ici, puisque notre point de vue est suffisamment bien exprimé dans les documents de la 32ème CG et dans les lettres du Père Général à la Mission Ouvrière et sur l'inculturation.

Nous trouvons de nombreuses convergences dans nos orientations de base, dans notre travail, dans nos priorités, dans notre style de vie.

Nous avons d'abord la conviction que notre travail et notre témoignage apostoliques doivent aider à transformer les relations personnelles parmi ceux avec qui nous vivons, en sorte que soient davantage affirmées des valeurs vraiment évangéliques fondées sur le service mutuel...

Dans notre manière d'agir, quelques éléments prédominent, à la fois parce que le dessein de l'Eglise au nom de laquelle nous travaillons est d'être dans le monde pour le libérer du péché et en raison des lieux où nous travaillons (usines, quartiers, syndicats, écoles publiques, etc.). Notre but n'est pas d'amener ceux que nous rencontrons à "aller à l'église", mais de les aider à croître et à s'ouvrir à une dimension du salut qui est à la base de toute valeur humaine. Ce qui caractérise cette manière de faire est 'la mise au coeur d'une situation' : la situation des grandes masses de ceux avec qui nous essayons d'être, de ceux auxquels nous essayons de devenir semblables dans notre vie et notre prière. C'est à ces gens-là que nous nous efforçons d'apporter le Christ, libérateur des opprimés et des abandonnés.

La force qui meut nos communautés est une espérance solide, fondée sur les paroles de Jésus Christ mort et ressuscité, en vue de la formation du Royaume de Dieu, le Royaume que nous avons reçu la mission de construire et de représenter dans les conflits actuels entre la justice et le mal. Aussi l'évangélisation est-elle pour nous un processus de partage, d'accord, de vie ensemble qui commence par un refus radical d'un monde considéré comme injuste par ceux qui cherchent la justice, par les passionnés de la paix, par les pauvres. Et ceci est aussi le moyen par lequel nous nous évangélisons nous-mêmes : car nous sentons, nous aussi, le besoin d'être évangélisés à nouveau.

Partager notre vie avec ceux qui ne comptent pas nous conduit à changer nos gestes et nos attitudes qui sont trop souvent ambigus et pleins de privilèges cléricaux. Nous sommes obligés d'en chercher d'autres, plus transparents et moins mystifiants.

3) Instruments de travail

Dans leurs approches différentes du monde des pauvres, les communautés

présentes à la rencontre ont discerné plusieurs formes d'une même présence :

- la présence de prêtres-ouvriers dans les usines et les ateliers a été prise en compte et re-confirmée ;
- une présence accrue a été considérée comme souhaitable parmi les ouvriers ruraux et les artisans et dans les services sociaux ;
- une affinité avec d'autres types de présence évangélique parmi les pauvres a été reconnue ;
- l'importance d'un travail dans le domaine de la culture populaire a aussi été souligné.

Nous comprenons dans notre groupe ceux qui travaillent dans les paroisses pauvres, aussi bien rurales qu'urbaines, comprenant la paroisse non pas simplement comme "un organisme distribuant les sacrements", mais comme pleinement insérée dans son environnement humain, lieu pour témoigner du caractère inséparable qu'il y a entre promotion humaine et évangélisation".

.....

UNE DÉCENNIE DE JESA

Tel est le titre du rapport élaboré par Robert CUTINHA pour le 9ème Congrès annuel de JESA (Jesuits for Social Action), qui a eu lieu à Madras du 7 au 9 octobre 1982. C'est un beau document de 16 pages avec deux sous-titres : *DECOUVRIR NOS INCAPACITES, DEVELOPPER NOS POSSIBILITES*. Dans la première partie, Robert lui-même, secrétaire du JESA, porte un regard sur les dix dernières années. Il commence en citant la déclaration de fondation du JESA : "Un appel s'est fait entendre à nous engager dans une lutte pour la justice sociale et pour un monde humain contre toutes les forces qui briment, diminuent ou divisent la race humaine. Nous, jésuites de l'Inde, avons entendu cet appel et nous donnons à la lutte avec décision et en nous y donnant tout entiers". Il donne ensuite la liste de plusieurs facteurs qui ont milité contre cet appel et conclut : "Ces incapacités ont grandement contribué à ce que la visée contenue dans la proclamation de fondation du JESA soit grandement demeurée sans être réalisée". Ceci le conduit à poser plusieurs questions :

- Comment faire à ce sujet ? Que manque-t-il pour remplir cette mission ?
- Comment faire du JESA une force de sensibilisation ?
- Comment nous soutenir réciproquement dans cette entreprise ?
- Comment promouvoir une insertion dans des situations de pauvreté et d'injustice et aider l'Assistance à passer d'une orthodoxie à une orthopraxis ?
- Comment développer une prise de conscience critique dans nos institutions et les amener à s'engager dans des programmes à long terme ?

- *Comment soutenir et faire soutenir des jésuites engagés dans des mouvements populaires ?*
- *Comment promouvoir une théologie indienne et une spiritualité de résistance au mal ?*

Dans la seconde partie du rapport le Père Paul de LA GUERIVIERE résume quelques-unes des vues exprimées et des questions identifiées comme devant faire l'objet d'échanges et d'activités à l'avenir. Nous donnons ici ses deux listes :

Vues exprimées

- *On a assez bien réussi une sensibilisation des Provinces du Madurai et de Patna.*
- *Le reste des CSAS (Coordinateurs de l'Action Sociale) semble appartenir à la catégorie des 'nomades', étant pris par d'autres travaux et peu à même de faire beaucoup pour leur Province ou leur région.*
- *Il y a eu peu d'actions communes pour la cause de la justice.*
- *Il n'y a pas eu de prise de position sur des problèmes importants: v.g. la grève des ouvriers du textile à Bombay, le renvoi de la Compagnie du P. Bradeep, le soutien apporté au P. Kappen, etc.*
- *L'actuel système social injuste se perpétue par le moyen de ses institutions d'éducation. Rien n'a été fait à ce sujet.*
- *Il existe un danger que des jeunes jésuites soient aspirés dans le système, attirés qu'ils sont par les institutions.*
- *Dans le passé, le système provoquait la colère. Il n'y a rien de cela aujourd'hui. Sans colère, très peu de choses seront accomplies.*
- *Il faut un cours solide d'économie politique pour les jésuites. On ne peut pas être de son temps sans cela.*
- *Il y a de plus en plus de jeunes dans des groupes d'action. Comment nous situons-nous par rapport à eux ? Comment peuvent-ils se situer par rapport à nous, qui vivons dans une atmosphère et dans un style de vie très éloignés de la réalité de la majorité des gens ?*

Questions en vue de l'action

- *Soutenir les jésuites engagés dans une action radicale.*
- *Que les CSAS développent une approche scientifique.*
- *Rôle et efficacité des Commissions sociales dans les Provinces et de la part du CSAS.*
- *L'ajournement d'options radicales en raison des craintes que l'on a comme minorité.*
- *Politique d'action sociale de la Province.*
- *Poursuite de la réflexion sur le Décret 4 au niveau de la Conférence jésuite de l'Inde, en vue d'une action conjointe.*
- *Les supérieurs s'attendent à ce que les CSAS les sensibilisent. Ce sont les supérieurs qui devraient donner l'exemple et soutenir les*

- CSAS ; ce n'est pas ce qui se produit actuellement.*
- *Un échange entre "Sadhana et al" et les spécialistes en sciences sociales.*
 - *Promouvoir de justes contrats pour les employés travaillant dans l'Assistance.*
 - *Théologie et spiritualité indiennes*
 - *Liens avec les autres groupes d'action.*
 - *Communication et coordination avec les diocèses.*
 - *Action pour soutenir les rapatriés du Sri Lanka.*

.....

LE NOUVEAU SELA

Nous avons publié dans PJ 25 une partie du rapport dû à William Mc GARRY, président de la Conférence Jésuite d'Asie de l'Est (JCEA) et proposé aux Supérieurs Majeurs lors de leur rencontre en mars 1982 (cf. pp. 36-41). Il s'agissait de la promotion de la justice dans l'Assistance et l'on y faisait une évaluation du SELA (Committee for Socio-Economic Life in Asia) en même temps qu'étaient déterminées 9 tâches ou activités en vue d'une action à venir.

Nous donnons ci-dessous la recommandation, approuvée par les Supérieurs Majeurs lors de cette rencontre, demandant qu'on établisse les structures d'un nouveau SELA pour réaliser ces tâches. Viennent ensuite les commentaires et suggestions faites par les membres du SELA eux-mêmes lors de leur rencontre annuelle en 1982 à Djakarta du 5 au 14 août.

Recommandation :

- *Qu'il y ait pour l'Assistance un jésuite responsable de la promotion de la justice au niveau inter-provincial, dans la ligne des 9 "activités" pouvant faire l'objet d'une collaboration entre les Provinces.*
- *Chaque partie de l'Assistance devra aussi constituer une équipe chargée de poursuivre analyse et réflexion sur la situation sociale dans le pays. Ces équipes seront limitées, comprenant des spécialistes de sciences sociales, des théologiens et des hommes ayant une expérience directe du travail parmi les pauvres. On pourrait peut-être y joindre des hommes ayant une expérience dans les mass-media et la technologie.*
- *Huit semblerait être le chiffre maximum. Il n'est pas nécessaire que tous soient jésuites. Toutes les analyses et les réflexions de chaque équipe doivent porter chaque année sur un même sujet (v.g. des modèles du développement). Chaque équipe doit choisir un représentant pour l'Assemblée*

annuelle de l'Assistance où ils partageront et soutiendront mutuellement le travail des équipes. Les membres de ces rencontres annuelles de l'Assistance doivent constituer le Conseil du jésuite de l'Assistance responsable de la promotion de la justice.

- Le SELA demeure pour l'instant et fonctionnera comme Conseil. Chaque partie de l'Assistance suivra son propre rythme pour établir son groupe-conseil qui remplacera alors le SELA.

Suggestions :

1. Les membres de la rencontre 1982 du SELA expriment leur plein accord avec la décision prise lors de la rencontre des Supérieurs Majeurs à Bangkok d'établir des équipes provinciales pour la promotion de la justice au service de la foi. Nous aimerions exprimer notre grand désir de faire tout ce que nous pouvons pour aider à la mise en oeuvre de la décision des Supérieurs Majeurs.

2. Nous espérons que ces équipes provinciales Foi et Justice (PFJ) fonctionneront le plus vite possible. Nous reconnaissons aussi que la pleine mise en oeuvre de la décision de Bangkok suppose un certain processus. Cela peut prendre du temps et exiger de la souplesse dans les étapes successives.

3. Pour aider ce processus de mise en place, nous faisons les suggestions suivantes :

- Que l'on établisse un plan précis permettant de se rendre compte de ce qui a été fait dans chaque Province. Par exemple, au bout d'un an, un rapport sera fait sur le chemin parcouru dans chaque Province. Les représentants des groupes PFJ de chaque Province se réuniront pour se consulter au niveau de la Province après un an.
- Pour faciliter le processus de consultation, ce représentant devrait être choisi rapidement.
- Le groupe devrait au minimum comprendre un spécialiste en sciences sociales, un théologien et un homme du terrain. Nous estimons aussi qu'il serait souhaitable, en vue d'une pleine représentativité, d'inclure un jeune scolastique et une ou deux femmes dans ce groupe.

4. Nous comprenons que le rôle du groupe PFJ est consultatif. Il a pour but de faciliter la mise en pratique du Décret 4 de la 32ème CG en menant une analyse sociale permanente qui conduise à une réflexion théologique conduisant elle-même à une planification apostolique. On ne doit pas oublier ce dernier objectif.

5. *Par sa nature, l'analyse sociale concerne toute la réalité sociale. Aussi le groupe PFJ doit toujours s'efforcer de saisir dans son ensemble toute la situation des hommes concernés.*
6. *La participation du Supérieur Majeur local dans la mise en place des groupes, dans leurs initiatives et dans l'évaluation de celles-ci est hautement souhaitable.*
7. *Pour assurer un impact direct sur les plans de la Province, nous estimons souhaitable que l'un des membres du groupe PFJ soit Consulteur.*
8. *Pour faciliter la collaboration dans l'Assistance, on espère que de fréquents rapports établis par l'équipe provinciale seront envoyés au Secrétaire général de la promotion de la justice.*
9. *Le représentant de l'équipe locale aux rencontres de la Province doit avoir l'aval du Provincial et du groupe PFJ.*
10. *Il se peut qu'il faille reconsidérer la terminologie propre qui décrit le groupe et ce que l'on s'attend à ce que fasse ce groupe.*

Résolution :

Nous suggérons que, avec l'organisation et le fonctionnement de la nouvelle équipe de promotion de la foi et de la justice, il puisse être encore nécessaire, dans certaines Provinces, d'avoir des structures grâce auxquelles des hommes dont le principal apostolat est un travail direct avec les pauvres puissent trouver un lieu de rencontre en vue d'une collaboration et d'une réflexion sur leur travail. Quand cela semblera nécessaire, le responsable du SELA devra rencontrer le Provincial et le Secrétaire général du SELA pour en discuter.

.....

UN ASSISTANT PROVINCIAL POUR LA QUESTION DE LA COURSE AUX ARMEMENTS

Dans le dernier numéro de PJ, nous avons parlé du souci croissant dans la Province de New-York concernant la course aux armements et d'une session suivie par plus de 100 jésuites sur ce problème (cf. PJ 26, pp. 91-97). Le Provincial,

le Père Vincent M. COOKE, vient de nommer le Père William MILLERD comme son Assistant à plein temps pour l'"Apostolat au sujet de la course aux armements"- certainement la première nomination de ce genre dans la Compagnie. Le P. MILLERD (48 ans) est entré dans la Compagnie en 1952. En 1976, il soutint une thèse de doctorat sur la théorie des particules élémentaires auprès de l'Université Johns Hopkins. De 1978 à 1982, il fonda et dirigea l'"Interfaith Coalition on Energy" à Washington. Nous donnons ici une description de la tâche qui lui est assignée.

Fonction : Aider le Provincial et les jésuites de la Province de New York à analyser les multiples questions posées par la course aux armements et à mettre au point des programmes d'actions pertinentes dans les différents apostolats.

Description de la tâche : L'Assistant du Père Provincial travaillera à Washington et dans la Province de New-York en répartissant son temps entre ces deux lieux selon une proportion de 60/40 %.

A Washington :

- a) il suivra les questions concernant la course aux armements au fur et à mesure qu'elles seront précisées au Congrès, à la Maison Blanche et dans les départements de la Défense, de l'Energie et des Affaires Etrangères (particulièrement pour ce qui concerne le contrôle des armements et le désarmement) ;
- b) il établira les relations appropriées avec la Conférence Catholique des Etats-Unis, particulièrement pour ce qui concerne une future lettre pastorale ;
- c) il établira des relations entre les nombreuses organisations religieuses et laïques et les bureaux de Washington qui s'occupent activement des problèmes concernant la course aux armements ;
- d) il recueillera tous les renseignements nécessaires ; il participera à l'analyse des problèmes et au développement de toutes les ressources en la matière au nom de la Province de New-York ;
- e) il filtrera et transmettra les résultats des recherches aux autres Provinces de l'Assistance au titre de Consultant du Bureau National des Ministères Sociaux Jésuites.

Dans la Province de New-York :

- a) il communiquera aux individus et aux communautés, par des échanges et d'autres moyens de communication, les résultats de son travail à Washington ;
- b) avec les jésuites de New York, il fera une analyse des problèmes en fonction de nos engagements et de nos différentes activités ;
- c) il participera à la mise au point de programmes appropriés pour nos divers apostolats, en faisant part de sa documentation et en coordonnant les efforts ;

- d) *il collaborera avec les jésuites au développement de relations appropriées avec les organisations locales religieuses et laïques et en faisant connaître les programmes de désarmement des Nations Unies ;*
- e) *il informera et conseillera le Père Provincial sur ces questions et ces programmes, et il assistera l'équipe provinciale pour la planification de cet apostolat.*

***** REDACTEUR-EN-CHEF : P. MICHAEL CAMPBELL JOHNSTON, S.J. *****
